

LIBRARY

36504

# International Development Research Centre

## Centre de recherches pour le développement international



Regional Office for West & Central Africa  
Bureau régional pour l'Afrique Occidentale  
et Centrale

BP 11007/CD Annexe  
Dakar  
SÉNÉGAL

**ARCHIV**  
**36504**



# **LE ROLE DES ONGs DANS LA RECHERCHE**

**Définition,  
principales caractéristiques  
et inventaires typologiques**

**El Hadj Seydou Nourou TOURE**  
chercheur, consultant  
Villa n° 270, Gibraltar II, Dakar



10000  
000000  
7.6

## **PREAMBULE**

La présente étude réalisée pour le compte du Bureau régional CRDI de Dakar du 1er Mars au 10 Avril 1988 avait pour objet de contribuer à une meilleure connaissance du rôle des ONGs dans la recherche. Elle devait réaliser l'inventaire typologique des ONGs de Recherche et de Formation, et celui des ONGs d'appui au développement ayant en leur sein un potentiel dans ce cadre.

Sa réalisation a été facilitée par les bonnes conditions de travail qui nous ont été offertes par le bureau régional de Dakar. Hormis les problèmes de transports qui ont retardé notre arrivée au Congo, les séjours effectués dans ce pays, au Cameroun et au Ghana se sont bien déroulés. Il a fallu à chaque fois poursuivre le travail de documentation et commencer à mettre de l'ordre dans les notes rassemblées pour ne pas perdre trop de temps. Ensuite, des contacts ont été pris au cours de ces voyages avec des ONGs ayant leur siège ou une représentation dans ces trois pays.

*Les résultats mettent en évidence la liste des ONGs dans les pays d'Afrique Occidentale et Centrale sur lesquels nous avons pu disposer d'une documentation substantielle. L'information sur les ONGs et sur leurs caractéristiques a été exploitée soit dans des répertoires disponibles, soit dans des articles ou documents théoriques consacrés aux ONGs. Il faudra approfondir l'analyse pour arriver à une différenciation plus intéressante des ONGs selon d'autres critères satisfaisant le CRDI. C'est pourquoi cette recherche ne peut être qu'une première phase qui doit tendre vers la collecte d'informations plus amples sur la réalité des ONGs de recherche, de formation ou d'appui au développement ayant un potentiel à développer dans cette perspective.*

Madame J. DIOP nous a apporté un précieux concours au cours de ce travail en dactylographiant ce texte parfois difficile à lire. Nous lui adressons nos vifs remerciements ainsi qu'à Madame Fatmata THIAW AIDARA, assistante du Directeur Régional du bureau CRDI de Dakar et à tout le personnel du CRDI avec lequel nous sommes entré en contact au cours de ce travail. Monsieur Paul DENIS Premier Secrétaire chargé des questions de développement à l'Ambassade du Canada à Yaoundé et Roger B. EHRHARDT, Conseiller chargé des problèmes du développement au Canadian High Commission à Accra, voudront bien trouver ici l'expression de notre profonde gratitude. Un grand merci à Pierre T. SANE, Directeur du Bureau Régional de Dakar qui nous a permis de voir de plus près la réalité des ONGs africaines en nous confiant ce travail.

---

## **SIGLES**

1. **A.A.E.A.** : Association Africaine pour l'Education des Adultes.
  2. **A.I.J.S.A** : Association Internationale des Journalistes Scientifiques Africains.
  3. **A.N.E.N.** : Réseau des ONGs Africaines sur l'Environnement, c/o Centre de Liaison pour l'Environnement
  4. **A.R.C.T.** : African Regional Center for Technology.
  5. **A.S.A.** : American Association for the Advancement of Science.
  6. **C.L.E.** : Centre de Liaison sur l'Environnement.
  7. **CODESRIA** : Conseil pour le Développement des Sciences et de la Recherche en Afrique.
  8. **CONGAT** : Conseil des Organismes Non Gouvernementaux au Togo.
  9. **C.R.A.T** : Centre Régional Africain de Technologie.
  10. **C.S.I.R** : Council for Scientific and Industrial Research.
  11. **C.T.A.** : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale.
  12. **F.A.O.** : Food and Agriculture Organisation.
  13. **F.O.V.A.D.** : Forum for the African Voluntary Development Organisations.
  14. **G.A.P.** : Groupement des Aides Privées.
  15. **G.R.E.T.** : Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques.
  16. **O.E.C.D.** : Organisation for Economic Co-opération and Development.
  17. **S.P.O.N.G.** : Secrétariat Permanent des Organisations Non-Gouvernementales.
-

## **Introduction**



Ce travail sur le rôle des ONGs dans la recherche en Afrique Occidentale et Centrale s'articule autour de trois parties :

1. la définition des ONGs et l'analyse contextuelle de leur émergence,
2. l'inventaire typologique des ONGs et,
3. l'analyse des projets ONG financés par le CRDI.

La lecture des différents documents aura permis de passer en revue les définitions proposées par les institutions telles que l'O.C.D.E. ou par certains chercheurs. *Celle proposée ici se veut être une synthèse des traditions anglaises et françaises en la matière.* Elle prend en charge le concept de mouvement associatif comme celui de Private Voluntary Agency. *Il ressort de cette analyse que l'ONG est une organisation sans but lucratif et non gouvernementale au sens d'une indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics en terme de prise de décision surtout.*

Il n'a pas été possible d'aller très loin dans l'analyse des capacités institutionnelles des ONGs. Sans doute, une autre étude sera nécessaire dans ce sens. Si leurs caractéristiques ont été étudiées, c'est parce qu'il existe un lien entre le caractère et le type. La deuxième partie de cette étude ne met pas en évidence les corrélations pouvant exister entre ces deux aspects. Elle se voulait plus descriptive qu'analytique. En outre, la documentation disponible ne permet pas d'aller plus loin. Par contre, l'inventaire des ONGs s'est fondé sur l'exploitation des répertoires publiés par le C.R.A.T., l'O.C.D.E., la F.A.O., le C.L.E., etc. Ceux-ci ont été complétés par les répertoires réalisés dans les différents pays (Cameroun, Sénégal, Ghana, R.C.A., Mali, Niger, Togo, Burkina Faso, etc.). En dehors des répertoires exclusivement consacrés aux ONGs, les autres travaux ci-dessus mentionnés fournissent davantage de renseignements sur les organismes gouvernementaux que sur les ONGs elles-mêmes. Ensuite, lorsque celles-ci sont signalées dans les répertoires consacrés aux institutions de recherche, les références sont souvent incomplètes. C'est cela qui nous a poussé à donner une liste exhaustive des ONGs de recherche, de formation et d'appui au développement qui présentent un intérêt dans le cadre de cette étude.

Enfin, la troisième partie relative à l'analyse des projets ONG financés par le CRDI est plutôt maigre. C'est là un des aspects qui justifie cette consultation qui entend combler une lacune, celle relative à la faiblesse de l'implication du CRDI dans les projets initiés par les ONGs.

1.

**DEFINITION DES ONGs**

**ET ANALYSE CONTEXTUELLE DE LEUR EMERGENCE**

---

---

## **1.1. Examen et définition**

En raison même de la diversité de leur nature, de leurs modes d'intervention et des types d'activités qu'elles exercent, la définition des ONGs pose encore quelques problèmes. On prête à ce type d'organisation des acceptions différentes, souvent tributaires des pratiques institutionnelles en vigueur dans les différents pays. C'est pourquoi les termes qui servent à les désigner varient en conséquence. Les acceptions les plus répandues sont liées aux traditions française, d'une part, et anglo-saxonne ou américaine d'autre part. En effet, les ONGs sont assimilées au mouvement associatif en France alors qu'on les appelle associations de volontaires dans les pays anglophones ou, plus précisément, associations privées de volontaires (Private Voluntary Organisation - P.V.O.) aux Etats-Unis. Ces dénominations appellent quelques remarques. Cependant notre propos est de proposer une définition opératoire pour le CRDI après l'examen de quelques propositions relatives à ces deux cas de figure.

### **LE "PRIVATE VOLUNTARY ORGANISATION" (PVO)**

L'OCDE (1988, 14) qui emprunte sa définition à Council for Development (Washington D.C., 1981) reconnaît qu'une distinction doit être établie entre les agences non gouvernementales qui s'intéressent essentiellement aux pays sous développés et celles dont les objectifs incluent, en même temps que d'autres préoccupations, des considérations à la fois propres aux pays développés et aux pays en développement. Cette dernière catégorie comprend les ONGs qui mènent des activités évangéliques, celles qui s'intéressent aux services sociaux et, plus spécifiquement, celles qui accordent des subventions à d'autres ONGs. L'assistance aux déshérités et l'engagement dans des programmes d'aide au développement restent les traits dominants de ce type d'organisation.

C'est pourquoi l'OCDE définit une agence volontaire comme une organisation établie et dirigée par un groupe de personnes privées dans un but philanthropique, mais pouvant être soutenue par des contributions individuelles volontaires. Cette définition renvoie au type même d'une organisation à but non lucratif qui sert souvent à désigner les ONGs. Entrent dans cette catégorie des institutions travaillant dans le domaine de l'éducation ou de la santé, les églises et autres groupes missionnaires, les organisations professionnelles, les fondations, les coopératives et les groupes culturels aussi bien que les agences de volontaires.

Dans cette perspective, Mario PRADON (1987, 70) apporte une distinction que suggère le terme générique ONG. En effet, une ONG est une organisation ne faisant pas partie d'un gouvernement et qui n'est pas établie à la suite d'un accord entre gouvernements. Elle peut



représenter une association professionnelle, des trade-unions, des chambres de commerce, des organes de jeunesse, des associations de citoyens majeurs, des corporations de touristes, des fédérations privées, des partis ou organisations politiques, des organisations sionistes, des organisations de financement ou de développement et toute autre organisation de nature non gouvernementale. Ainsi défini, ce concept n'est pas tout à fait apte selon PRADON à désigner les ONGs de développement, surtout celles qui travaillent à l'élaboration, à l'étude et/ou à l'exécution de projets dans le Tiers Monde avec le soutien des institutions de développement et de coopération. Leur engagement direct auprès des secteurs populaires est également mis en cause. Cette situation entretient (PRADON, 71) des confusions entre les ONGs et les organisations populaires qu'elles servent. Dans nombre de cas, elle conduit à supposer que les ONGs représentent, dans une certaine mesure, les intérêts des organisations populaires ou qu'elles appartiennent à ces dits secteurs.

On comprend alors pourquoi ceux qui définissent les ONGs comme des P.V.O. insistent sur le fait que leurs membres sont des volontaires, non des professionnels ou des techniciens avec des exigences salariales pour eux, voire pour leurs familles.

## **LE MOUVEMENT ASSOCIATIF**

La confusion que l'on éprouve lorsqu'on renvoie le concept d'ONG au mouvement associatif est encore plus grande. Le seul document dont nous avons pu disposer sur cette question est celui élaboré par le GRET (1983) qui devait répondre au souhait formulé par la Division des analyses économiques et sociales de la FAO de parvenir à une redéfinition des espaces de coopération gouvernementaux et non gouvernementaux. Il traite du renouveau de l'action non gouvernementale en Afrique au Sud du Sahara. Même si l'on note de la part de ses auteurs une tentative de soulever des interrogations sur la raison d'être du mouvement associatif souvent assimilé aux ONGs, ce document n'insiste pas sur la définition du concept d'ONG. Peut-être que les auteurs n'ont pas jugé utile de s'appesantir sur cette question à partir du moment où l'ONG est considérée comme une partie intégrante du mouvement associatif.

Les questions posées (GRET, 1983, 9) consistent à se demander si le mouvement associatif exprime le désir de se rassembler pour résoudre des problèmes locaux et créer de la richesse interne ou celui de capter une rente externe attirée par une centaine de micro-projets, fruits de la coopération internationale pour le développement. La démarche adoptée ici est normative. Elle consiste à dire non pas ce qu'est le mouvement associatif mais ce qu'il devrait être pour davantage contribuer à lever l'ambiguïté qui s'attache à ce concept. Aussi quelques normes sont-elles retenues pour caractériser ce mouvement. L'objectif devrait consister à ce niveau à capter cette rente extérieure, à répondre à la crise des sociétés et à favoriser l'émergence (surtout dans les pays du Tiers Monde) d'exploitations paysannes autonomes, viables et vivables. Cette rente doit contribuer :

- à la définition d'une voie paysanne visant à promouvoir la restauration et l'intensification de l'exploitation agricole,

- à la réhabilitation des savoirs et des pratiques traditionnelles de façon à restaurer l'identité collective paysanne,
- au renforcement de l'organisation du milieu rural pour qu'il puisse négocier sa place dans la société et l'économie nationale et,
- à la mobilisation des alliances nécessaires au soutien des institutions paysannes dans le cadre des échanges Nord-Sud et Sud-Sud.

Le problème ici, c'est qu'une telle définition n'explicite pas davantage ce concept. L'intention initiale des auteurs n'est pas, on le voit bien, de définir le concept de mouvement associatif lui-même, mais de voir dans quelle mesure ce dernier peut contribuer au développement d'un espace et d'une expression paysanne. Somme toute, le concept d'association élargit la base du mouvement des ONGs et fait persister le flou sur la définition de ce type d'organisation.

#### **POUR UN CONCEPT PLUS OPERATOIRE**

La définition qui semble se dégager de l'analyse de certains documents CRDI apparaît plus souple et plus opératoire : elle rappelle que "très souvent ce concept fait référence aux communautés de base et aux organisations volontaires servant d'intermédiaire entre les gouvernements, les bailleurs et les communautés de base..." Même si elles se vouent le plus souvent à des activités d'éducation, elles ne sont pas moins concernées par le développement à la base et par les aspects liés à la gestion, d'où leur classification en organisation primaire, secondaire et tertiaire. Au regard de cette classification, les organisations primaires regroupent les ONGs travaillant à la base et qui sont du type grassroots ou associations villageoises; les organisations secondaires concernent les ONGs qui apportent un appui à celles du premier niveau dans l'élaboration et/ou l'exécution de leur projet; les organisations tertiaires seraient des ONGs ayant une forte capacité et s'occupant de l'administration et de la gestion des ressources destinées aux deux premiers types d'organisation.

Au total, il nous apparaît que, le concept d'ONG est utilisé dans son sens le plus large pour désigner des organisations non gouvernementales à but non lucratif, structurées autour de valeurs et visions le plus souvent relatives au développement économique et social (BROWN and KORTEN, 6), mais parfois aussi autour d'actions de charité ou de secours devant intervenir lors des situations d'urgence. Elles sont contrôlées et gérées par des personnes privées qui identifient leurs objectifs au bien être social et, somme toute, au développement des populations cibles dans une perspective auto-centrée. Cet usage large inclut à la fois les groupements communautaires qui travaillent à la base, comme les organisations qui les soutiennent soit sur le plan matériel ou technique, ou alors dans la conception et la formalisation de leurs différents projets.

## **1.2. Analyse contextuelle de l'émergence des ONGs**

Les ONGs sont nées le plus souvent dans des situations de crise marquées par des tensions et conflits sociaux ou des catastrophes naturelles (sécheresse, inondations, etc...). Elles ont réussi à conquérir progressivement les espaces laissés vacants par l'échec des structures traditionnelles officielles. Répondre à des besoins pressants qui procèdent de demandes urgentes exprimées dans des contextes de crise semble bien être leur première volonté. Les contraintes de rareté relatives à ces cas là ont souvent amené les ONGs dans leur phase primordiale à vouloir témoigner leur engagement auprès de populations affectées pour pallier l'incapacité des gouvernements à faire face aux problèmes sociaux immédiats.

Si leur influence et leur importance respective varie selon le contexte national, leur présence croissante et accélérée en nombre ces dernières années, tout comme leur rôle actif dans la recherche de stratégies qui bénéficient aux secteurs populaires (PRADON, 69) ont peu à peu attiré l'attention sur elles.

Toutes nos sources mettent en évidence la liaison nécessaire de leur émergence avec la crise économique mondiale. Même importante, cette dernière n'est pas la seule condition qui a favorisé l'émergence des ONGs. Celle-ci s'explique par la triple conjonction de la crise qui a précipité l'affaiblissement des administrations locales, de la volonté des mouvements basés sur le volontariat d'occuper les espaces nouveaux ainsi libérés et, enfin, du soutien financier provenant de l'extérieur.

### **a) LA CRISE ET LE DECLIN DES ADMINISTRATIONS TRADITIONNELLES DANS LES PAYS DU TIERS MONDE**

A la suite des deux chocs pétroliers, souvent doublés de longues périodes de sécheresse dans certains pays, la restriction drastique des rentes internes (prélèvements fiscaux, etc...) et la croissance vertigineuse de la dette ont provoqué un double effet dans les pays du Tiers Monde, en Afrique en particulier : il en ressort, d'une part, la mise à nu des faiblesses des administrations et celle des politiques de développement extraverties largement dépendantes de l'extérieur et, d'autre part mais corrélativement, la modification de la place et du rôle de l'action non gouvernementale.

La crise mondiale (GRET, 2) revêt deux aspects :

- un aspect quantitatif lié au ralentissement de la croissance de la richesse mondiale et,
- un aspect qualitatif lié au dysfonctionnement du système économique mondial avec comme conséquence un appel de capitaux exogènes qui se manifeste par la croissance vertigineuse de la dette dans les pays du Tiers Monde. Celle-ci a continué à écraser les pays du Sud par une exportation nette de ressources financières, ce qui a amené dans ces pays la pauvreté à un niveau insupportable.

Avec les changements intervenus ces dernières années dans les conditions économiques, politiques et sociales nationales et internationales, il a semblé que dans beaucoup de pays aucune leçon n'ait été tirée des succès et des échecs enregistrés ces dernières années. L'appel à un développement auto-centré découle d'une telle situation. Il s'est fondé sur le constat de la déroute de la fonction publique qui a remis en cause la capacité des administrations publiques à induire des démarches efficaces en matière de développement. De nouvelles politiques se sont mises en place sous la pression du F.M.I. et de la Banque Mondiale, dont les administrations traditionnelles des pays du Tiers Monde, ceux de l'Afrique et de l'Amérique Latine, en particulier, sont devenus les cibles privilégiées. C'est cet espace laissé vacant par les techno-structures que les ONGs sont en train d'occuper, faute de la venue d'autres acteurs.

### **b) L'EMERGENCE DES ONGs**

Si les ONGs du Nord ont surtout été préoccupées par les situations d'urgence (famines et sécheresse), celles du Sud, d'Afrique en particulier ont surtout commencé à se mettre en place à la suite du deuxième choc pétrolier, à partir de la fin des années 70. Leur rôle a été d'attirer l'attention sur la situation désespérée des populations pauvres dans leurs pays respectifs et d'apporter leur contribution, même modeste, aux différents remèdes proposés. C'est le cas au Mali et au Sénégal où ces organisations sont apparues dans les années 70 et surtout, après la sécheresse des années 1973 et 1974.

Cependant, très peu d'ONGs sont apparues dans les années 70. La plupart se sont mises en place après 1980. En raison de leurs âges respectifs sensiblement différents, elles relèvent de la même génération. Toutes se déclarent ONGs d'appui au développement même si cet appui s'exprime dans des domaines différents comme l'agriculture, la santé, l'éducation, etc.. Ces institutions ont un passé récent si bien que la culture institutionnelle, au sens d'une capitalisation des procédures et des actions propres à l'ONG, y est encore faible.

Pour pallier ces insuffisances, des Collectifs se sont formés dans beaucoup de pays à partir des années 1980. Le CONGAD (Sénégal, 1981), le CONGAT (Togo, 1976), le CCA ONG (Mali, 1984), le GAP (Niger) et le GAVDO (Ghana) en sont une illustration éloquentes. Récemment, cette volonté a été portée à un niveau continental avec la création du FOVAD à Dakar en 1988. Le FOVAD est un consortium de collectifs d'ONGs africaines qui se donnent pour objectifs d'échanger des informations sur les ONGs africaines et de contribuer à faire entendre leurs voix dans les instances internationales en Afrique et ailleurs. Le rôle de ces Collectifs est de favoriser l'échange d'information et d'expérience entre ONGs, mais surtout de coordonner leurs actions pour devenir des interlocuteurs efficaces de leurs différents gouvernements. Les enjeux énoncés portent sur le recentrage du développement autour d'activités capables de bloquer les mécanismes de dégradation dans le monde rural en particulier. Ils visent à reconstituer une économie paysanne autosuffisante et aut centrée, basée sur des démarches susceptibles de libérer l'expression paysanne, et à favoriser l'existence de groupes paysans autonomes.

### **c) LES SOUTIENS EXTERIEURS**

Si les activités retenues dans cette perspective sont celles qui sont capables de générer des revenus et qui sont sur le long terme source d'une accumulation locale, l'aide extérieure reste encore le principal support de ces ONGs.

Face à l'échec des administrations traditionnelles, les bailleurs de fonds ont élargi leur appui à l'action des ONGs. Leurs motivations (GRET, 5) tiennent à la volonté de réduire les coûts de la coopération d'une part et, d'autre part, à celle de pousser à des modèles de développement plus proches des trajectoires d'intensification des systèmes de production et plus participatifs au sens d'une participation plus grande de la coopération à l'effort des communautés.

D'après le document du GRET (1981, 8), l'aide publique au développement s'est trouvée de plus en plus impliquée dans des opérations d'aide budgétaire et, par conséquent plus ou moins directement dans le remboursement des dettes. Cette situation a eu pour effet de renchérir la valeur de l'aide privée. Bien que modeste, celle-ci est particulièrement recherchée parce qu'elle n'est pas liée et la part de retour est minime alors qu'une proportion importante de l'A.P.D. (50 à 80%) sert à payer des experts, des marchés d'études et des équipements fabriqués dans les pays du Nord. Son intérêt tient à ce qu'elle s'intéresse au milieu de la petite production et s'investisse à la base. Elle tient aussi au fait que c'est moins par son ampleur que par sa nature qu'elle devient une variable-clé et que la capacité à la capter devient une condition de plus en plus importante du pouvoir social. D'où pour les ONGs cette démarche fébrile qui tend à mettre à profit le discrédit jeté sur les institutions publiques pour capter cette "rente externe" qui peut aussi conduire à une situation de dépendance, en l'absence d'une stratégie autonome.

## **2.**

### **INVENTAIRE TYPOLOGIQUE DES ONGs ET DESCRIPTION DE LEURS PRINCIPALES CARACTERISTIQUES**



### **a) POSITION DU PROBLEME**

La question posée ici consiste à étudier comment établir pour le CRDI un inventaire typologique des ONGs sur la base de la documentation existante. Elle appelle quelques remarques. Car la définition de ces types fait appel à des critères normatifs relatifs, par exemple, à leurs orientations stratégiques, à leurs rôles respectifs, à leurs modes d'organisation ou à leurs activités.

Il semble plus intéressant d'esquisser cette classification sur la base des caractéristiques propres à ces différentes organisations, qui peuvent porter sur les aspects mentionnés ci-dessus. On peut ensuite rapporter ces caractéristiques aux objectifs du CRDI pour analyser dans quelle mesure certaines activités des ONGs peuvent avoir un lien avec la recherche.

Il est bien vrai que la grande majorité de ces organisations ne se vouent pas spécialement à la recherche. Outre les ONGs dont la recherche est l'activité principale, une attention particulière sera prêter à celles qui déploient un effort dans les secteurs souvent classés comme les secteurs traditionnels du développement, telles que l'agriculture et l'alimentation, la foresterie et les sciences de l'environnement, les sciences sociales, la science et la technologie, l'éducation et l'information et, enfin, la population et la santé. Il convient de répertorier, du moins dans cette première phase, les ONGs dont les secteurs d'activités recoupent les grands thèmes recensés dans les programmes d'intervention du CRDI. Car nous faisons l'hypothèse qu'en dehors de celles qui ont la recherche comme activité principale, celles qui travaillent dans des secteurs spécialisés peuvent avoir des expertises utilisables par la recherche.

### **b) ESSAI DE TYPOLOGIE**

On peut présenter plusieurs typologies des ONGs. Si on les rapporte aux caractères propres aux ONGs, il est possible d'avoir autant de types que de caractères et autant de sous-types que de modalités appartenant au même caractère. Si l'on établit au départ leur classification à partir de critères exclusifs, on peut les classer d'après l'idéologie (religion et parti politique), l'origine institutionnelle (GHILS, 13), l'origine géographique, la dimension en effectifs, ressources et moyens financiers, l'extension géographique, les secteurs d'activité, la fonction, (envoi de volontaires, réalisation de projets) et les orientations stratégiques, etc.. Cela fait au total huit critères qui peuvent se recouper dans différentes combinaisons.

L'OCDE réduit cette classification à deux grandes catégories fonctionnelles auxquelles s'identifient généralement les ONGs du Nord. La première catégorie concerne les ONGs de développement. La seconde regroupe les ONGs qui s'occupent plutôt de l'éducation et de la sensibilisation

du public. Il peut-être intéressant d'étudier la relation existant entre la dimension de l'ONG et les secteurs d'activités couverts par elle. Une telle approche peut induire un glissement vers l'analyse des capacités institutionnelles de ces différentes organisations. Non seulement, il n'est pas question d'aborder cette problématique dans la phase actuelle, mais la documentation disponible en ce moment ne le permet pas.

On peut esquisser une autre typologie basée cette fois sur les orientations stratégiques des ONGs. En général, on identifie assez facilement ces orientations qui sont relatives aux domaines suivants:

- aide et bien être social,
- autosuffisance locale et,
- soutien au développement.

Leurs buts sont en général relatifs aux problèmes de développement et l'idée qu'elles doivent jouer un rôle significatif dans les orientations du développement est en train de gagner du terrain un peu partout. Leur implication dans le processus de développement qui s'adresse aux populations les poussent à développer un intérêt pour les réformes micro-politiques en faveur d'un développement auto-centré. C'est ainsi que dans les pays du Tiers Monde, la plupart des ONGs se définissent comme des ONGs d'appui au développement. Beaucoup sont concernés par le développement et s'exercent à des activités à la fois dans un environnement urbain et rural.

Il importe, toutefois, de signaler qu'à cet égard il existe différents niveaux d'approches des ONGs selon leurs objectifs et leurs modes d'intervention. Celles qui s'intéressent au développement à la base, dénommées *grassroots* dans les pays anglophones, rappellent à maints égards les associations villageoises dans les pays de tradition française. Ce sont des groupements de producteurs pouvant comprendre des fermiers ou éleveurs, etc., qui inscrivent leurs actions dans une perspective autocentrée. Elles tentent de développer des initiatives et des ressources internes pour résoudre des problèmes de santé et/ou d'auto-suffisance alimentaire. Dans ce cas là, il y a bien souvent une volonté exprimée d'adapter des ressources externes aux besoins du groupe. Ces associations tendent en principe à l'indépendance même si elles reçoivent des aides. Cela suppose bien sûr qu'elles développent des activités génératrices de revenus. Une des conditions de la faisabilité d'un tel objectif reste que les charges de fonctionnement ne soient pas très élevées. Ces organisations sont très orientées vers l'action et les ressources sont allouées selon des exigences relatives au développement des projets spécifiques.

Le deuxième niveau concerne des organisations qui apportent un appui technique à celles qui cherchent à atteindre l'autosuffisance locale. Ces organisations sont relativement spécialisées et sont servies par un personnel qui recèle une certaine expertise. Leur vocation est de soutenir des organisations du premier niveau, car ce sont des ONGs professionnelles qui sont à un niveau intermédiaire entre les bailleurs et les associations de base. Elles ont un ou plusieurs domaines d'intérêt ou d'expérience et sont spécialisées dans la recherche, la formation, la communication et l'éducation, etc..



Si l'on considère ces deux types, on comprend pourquoi certaines ONGs sont parfois très hiérarchisées là où d'autres sont plus simples et informels et pourquoi aussi certaines ont un personnel salarié là où d'autres existent seulement parce que leurs membres sont des militants dévoués à une cause. Ce dernier type entreprend souvent des actions au nom de l'église ou des mouvements politiques et cette expérience n'est pas toujours exempte de suspicion.

La description de certaines caractéristiques des ONGs permet de mettre en évidence les problèmes institutionnels qu'elles rencontrent de même que ceux relatifs à leurs ressources :

Leur capacité institutionnelle dépend à la fois du degré d'expérience capitalisée, de l'expertise accumulée et du soutien financier dont bénéficie l'organisme. Mais le coût de l'organisation ne s'accompagne pas toujours d'une plus grande maturité dans sa capacité pour l'action et la réflexion. De plus, les ONGs vivent en général sous la pression du développement de nouveaux projets pour accroître leur chance de trouver de nouveaux financements. Ce cycle d'abondance et de rareté et les tensions qu'elles génèrent signifie qu'il est difficile pour les ONGs d'entreprendre une planification à long terme ou de réaliser des projets qui génèrent une capacité analytique. L'expérience (NOGUEIRA, 170) n'est pas accumulée, ni organisée systématiquement pour réaliser des études susceptibles d'aider à détecter les tendances, d'intégrer les similitudes et les différences ou d'avancer des hypothèses relatives aux facteurs servant à expliquer la nature des priorités, les résultats atteints et leurs effets. Ce manque d'organisation systématique signifie (NOGUEIRA, *ibid*) que l'expérience n'est pas adéquatement reflétée ni par des progrès de la théorie, ni par une amélioration dans l'approche des problèmes. Tout cela pose un problème pour la satisfaction des besoins de programmation et de formalisation des relations internes. On observe aussi que plus il y a extension du champ d'intervention, plus l'organisation interne devient complexe. Il en ressort le plus souvent une tendance à une professionnalisation et à une bureaucratisation.

Ensuite, bien que les ONGs soient toujours formellement des organisations sans but lucratif, elles tendent le plus souvent à amasser des ressources financières, techniques ou scientifiques pour aller à la rencontre des besoins sociaux identifiés. Le manque de ressources entraîne une certaine précarité dans la nature de ces institutions et une dépendance financière vis-à-vis des institutions étrangères. Du fait d'une telle dépendance, les ONGs essaient souvent d'ajuster leurs stratégies et activités avec l'idée d'être approuvé par les bailleurs. Elles se conforment dans leurs conceptions comme dans leurs modes d'actions aux exigences définies par ces derniers. Or, de telles interventions limitent la capacité de décision des ONGs et inhibent toute démarche novatrice, car ce soutien financier a souvent un impact sur la décision institutionnelle d'aller dans telle ou telle direction. Elles repoussent à des lendemains incertains, l'effort qui devrait être fait par la plupart des ONGs pour lever des fonds et développer des activités propres.

Un effort louable a été fait par BROWN et KORTEN (1983, 3) pour mettre en évidence les aptitudes des ONGs de soutien ou d'appui au développement en comparaison avec celles des agences gouvernementales.

Selon eux, les acquis positifs se résument aux points suivants :

- atteindre les pauvres et les populations non desservies par les autres agences,
- faciliter la mobilisation des ressources locales et au sein des organisations populaires,
- offrir des prestations de service à des coûts réduits,
- trouver des solutions innovatives,
- flexibilité et liberté vis-à-vis de l'administration, ce qui signifie indépendance vis-à-vis des contraintes politiques.

Ils leur prêtent aussi les faiblesses suivantes :

- manque de capacité technique pour les projets complexes,
- personnel limité, n'attirent pas un personnel qualifié en raison de la faiblesse de leur budget,
- incapacité à conduire des projets qui peuvent avoir un impact régional ou national,
- ressources réduites à la fin des projets,
- dépendance du court terme et, par conséquent, manque de perspectives stratégiques,
- capacité limitée en gestion et en organisation.

Aussi l'avantage de la flexibilité procède de la taille de ces organisations. D'où le dilemme qui se pose souvent aux ONGs qui se traduit par la difficulté à éliminer ces faiblesses sans éliminer en même temps leur taille. Il en résulte que l'une de leurs grandes faiblesses réside dans les lacunes qu'elles éprouvent lorsqu'elles veulent réaliser des actions à une échelle conséquente. Si leur flexibilité est un atout pour la recherche, la condition qui permet le maintien de cet atout constitue en même temps une limite dans la réalisation de projets durables. Une recherche plus approfondie devrait être faite dans ce sens par le CRDI.

### **c) LES OBJECTIFS DU CRDI**

Eu égard à la finalité de notre étude, il importe de revoir ces caractéristiques à la lumière des attentes du CRDI. Cela signifie que soient pris en considération les objectifs du CRDI afin de bien délimiter ses domaines d'intérêt dans la perspective d'une action tournée vers les ONGs.

Le CRDI considère la recherche comme le moteur du développement national et international et, par conséquent, comme une condition nécessaire au développement du Tiers Monde. C'est la reconnaissance de cette nécessité par le gouvernement du Canada qui a conduit à sa création en 1970.

Son rôle (Selon nos idées, 29) n'est pas de mener la recherche mais de la soutenir en accordant une aide financière aux chercheurs. La conscience de cette nécessité part du constat établi par le rapport PEARSON, selon lequel ni l'aide étrangère, ni l'industrialisation n'ont apporté des réponses appropriées aux problèmes que rencontre le Tiers Monde. D'où la nécessité de développer de nouvelles approches grâce à la participation des chercheurs dans les pays du Tiers Monde. Une des recommandations du rapport consistait à pousser les pays à aborder, adopter et développer leurs comités scientifiques et techniques et à établir des sociétés dans les domaines qui présentaient des possibilités de progrès.

C'est pourquoi, les objectifs principaux assignés au CRDI sont :

"d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques et techniques et du progrès économique et social dans ces pays".

Or, cette recherche suppose l'existence de ressources humaines compétentes, capables non seulement de maîtriser les problèmes qu'ils soumettent à leur réflexion mais aussi d'éclairer les décisions politiques par un travail d'élaboration conceptuelle en amont. Cela suppose également que les capacités en termes de ressources humaines et matérielles soient renforcées là où elles existent et construites là où elles sont inexistantes. Ces propositions coïncident avec l'effort développé par le CRDI dans le sens d'un renforcement des aptitudes individuelles et institutionnelles par l'apprentissage sur le tas ou en cours de projets.

#### **d) POURQUOI LES ONGs DOIVENT JOUER UN RÔLE DANS LA RECHERCHE**

Les ONGs sont appelés à jouer un rôle dans la recherche parce que leurs acquis positifs peuvent servir dans le cadre d'une politique de recherche tournée vers la satisfaction des besoins des populations. En termes d'avantages comparatifs par rapport aux organismes de recherche gouvernementaux, on leur reconnaît :

- une implication conséquente sur le terrain à côté des populations, ce qui les porte naturellement à élaborer des études orientées vers les besoins des populations,
- une plus grande flexibilité et une liberté vis-à-vis de l'administration, dans ce sens elles souffrent moins des contraintes politiques liées à la politique d'ajustement structurel en vigueur dans les

pays du Tiers Monde et peuvent trouver des solutions innovatives en dehors de toute contrainte politique,

- la possibilité d'offrir des prestations à des coûts réduits par rapport aux organes de l'administration publique qui subissent les rigueurs de l'ajustement structurel et celle de mettre à la disposition des populations une information directement utilisable dans la résolution de problèmes rencontrés en cours de projet.

Par ailleurs, les ONGs sont interpellées dans cette perspective car :

1. Il existe en leur sein un besoin reconnu pour la création et le développement de leur propre culture institutionnelle, car c'est là une de leurs lacunes principales.

2. De même, il leur faut participer à la réflexion sur les problèmes qu'elles rencontrent en pratique en cours de projets : les évaluations *ex ante* et *ex post* ou celles entreprises en cours de projets, qu'elles soient itératives ou non sont de nature à améliorer la gestion et la programmation des activités de même qu'une grande maîtrise du calendrier d'intervention. Cette démarche reflète le but de la recherche au développement. Elle contribue à identifier les problèmes rencontrés au cours des pratiques de développement et à tenter d'y apporter des réponses susceptibles d'alimenter l'information décisionnelle.

3. Les ONGs pourront mieux accroître leur potentiel dans les négociations avec les gouvernements et/ou les bailleurs de fonds. Cela renforcera d'autant leur efficacité et doit les conduire à collaborer avec les chercheurs ou les centres de recherches qui font des publications sur des politiques appropriées. En ce sens, elles peuvent également contribuer à diffuser les résultats de la recherche.

#### **e) QUELLES SONT LES ONGs QUI PEUVENT JOUER UN ROLE DANS LA RECHERCHE ?**

Le niveau de recherche varie souvent selon le degré de croissance institutionnelle de l'ONG. Car les bénéfices et coûts potentiels sont en général assez élevés dans ce cadre. Mais l'appui aux paysans et l'implication directe à des activités de développement devraient conduire les ONGs sinon à la formulation de nouveaux projets du moins à l'expérimentation de quelques techniques de production. C'est pourquoi A. GORDON-DRABECK (1987, xii) pense que les ONGs ne doivent pas seulement faire de la recherche, elles le peuvent si elles acceptent réellement de s'y impliquer.

On parle de plus en plus de recherche paysanne au sens de la participation directe des paysans aux processus de recherche à caractère expérimental. Aborder la question sous cet angle peut amener à réfléchir sur la nécessaire distinction qu'il faudrait établir entre les différentes organisations non gouvernementales selon leur nature et leur niveau d'organisation.

Aussi, l'inventaire typologique joint en annexe s'intéressera-t-elle d'abord aux ONGs qui ont la recherche comme activité principale et à celles qui se concentrent sur des activités de formation. Il est préférable de les regrouper dans un ~~parmi~~ temps en raison de la combinaison de ces activités par certaines ONGs comme l'IPD et l'INADES, etc.. Il sera possible d'y revenir au sens d'une plus grande différenciation, lorsque nous disposerons d'une information plus ample sur leurs capacités institutionnelles et leurs potentiels effectifs en matière de recherche.

Il faudra ensuite y adjoindre les ONGs d'appui au développement. Ce sont des organisations recélant une ou plusieurs expertises sur le plan technique dans l'élaboration et/ou l'exécution de projets réalisés à la demande de groupes travaillant à la base dans une perspective communautaire. Ces ONGs n'ont pour la recherche et la formation qu'un intérêt ponctuel. Elles peuvent, cependant, avoir un potentiel à développer dans ce cadre.

Il sera procédé dans une troisième partie à un inventaire de toutes les associations et sociétés scientifiques dont les objectifs ne sont pas toujours explicités.

La liste des ONGs ou sociétés scientifiques jointes en annexe n'est certainement pas exhaustive. Elle a été établie à partir des répertoires dont nous avons pu disposer et qui sont publiés par le CRAT, le CLE, la FAO et l'OCDE. Ces documents ont été complétés par les répertoires réalisés dans les pays suivants : Sénégal, R.C.A., Mali, Niger, Togo, Ghana, Burkina Faso et Cameroun. Nous n'avons pas pu trouver sur les ONGs qui répondent à nos critères de classification de documents consacrés spécifiquement au Nigéria et au Zaïre. Les seules informations disponibles à cet égard se retrouvent dans les répertoires d'associations ou de sociétés scientifiques signalées ci-dessus. On note cependant qu'il n'existe pas de tradition d'implantation locale des ONGs en Côte d'Ivoire.

Au total, l'inventaire comprendra :

1. les ONGs de recherche et de formation,
2. les ONGs d'appui au développement qui travaillent dans des domaines qui peuvent intéresser le CRDI, tels que l'environnement, l'agriculture, la santé, la population, l'éducation, la formation et la technologie, etc.,
3. les sociétés et associations scientifiques dont les buts ne sont pas spécifiés.

**3.**

**ANALYSE DES PROJETS DU CRDI  
AVEC LES ONGs**



Ce travail sur les projets ONG financés par le CRDI a été réalisé à partir de deux documents : la récapitulation des attributions aux projets CRDI dans la zone du BRACO et le listing des projets financés par le CRDI paru en août 1988 sous le titre "Current IDRC Projects with WARO". Le premier document propose un découpage de ces projets par zones ainsi que l'analyse de leur répartition en 4 points : les attributions aux projets, les attributions par zones et par Division, les attributions par institutions et la distribution des projets par type d'institution. Le deuxième document présente les projets en cours par Division. Il renseigne sur les institutions bénéficiaires de ces financements, les propositions de recherche et la durée des projets, etc. Les informations sur les projets achevés et celles relatives aux projets réalisés en collaboration par plusieurs Divisions n'y figurent pas. L'analyse des projets du CRDI avec les ONGs rendra compte tour à tour des pourcentages des ONGs par rapport au total des institutions bénéficiaires de financement CRDI, des attributions financières par Division et de la nature des activités financées. La période considérée va de 1972 à Mars 1988.

**a) POURCENTAGE DES ONGs PAR RAPPORT AU TOTAL  
DES INSTITUTIONS BENEFICIAIRES DE FINANCEMENT DU CRDI**

L'étude relative à la récapitulation des attributions aux projets CRDI révèle que sur les cent quarante (140) institutions bénéficiaires de financement CRDI, il y a vingt deux (22) ONGs soit 15,7 % du total. La distribution de ces ONGs par rapport au total des institutions récipiendaires donne des pourcentages assez faibles selon la zone. Ceux-ci sont de l'ordre de 15 % au Sahel, 13,6 % dans la zone côtière et 20 % en Afrique Centrale.

En valeur absolue, les montants alloués à certaines ONGs paraissent élevés. Le CODESRIA vient en tête avec un total de 1 095 995 \$ Can. En dehors des subventions accordées à l'ASAFED, qui s'élèvent à 804 000 \$ Can. et à l'Association pour le Développement de la Formation et de la Recherche en Education (ADFREA, Lomé) qui obtient 401 400 \$ Can., six autres ONGs ont reçu du CRDI une subvention qui se chiffre entre 200 000 et 400 000 \$ Can. Ce sont dans un ordre décroissant :

		\$ Can
1. C.D.C	Freetown	386 000
2. INADES	Abidjan	368 900
3. INADES	Yaoundé	363 500
4. FONGS	Thiès	276 000
5. AMRAD	Bamako	266 950
6. C.R.S.	Banjul	231 000
7. IPD	Douala	230 228

La dernière <sup>tranche</sup> concerne onze ONGs qui ont bénéficié de financement du CRDI portant sur des montants inférieurs à 100 000 \$ Can. Leurs subventions varient de 11 495 \$ Can. Sept ont bénéficié d'un financement inférieur à 50 000 \$ Can.

Les distributions sont très variables. Sur l'ensemble des ONGs, seul le CODESRIA a bénéficié de six projets. Toutes les autres ont été financées pour un ou deux projets au maximum. Les ONGs ayant bénéficié de deux projets sont : le C.R.S. de Banjul, l'ASAFED basé à Dakar puis à Lomé et l'IPD de Douala. Le reste des ONGs n'a bénéficié que d'un projet.

Autant dire que les ONGs qui ont la recherche comme activité principale sont privilégiées dans ce cadre. De même, celles qui ont une dimension internationale totalisent 83 % des projets dans la zone sahélienne, plus de 50 % dans la zone côtière et 70 % en Afrique Centrale. Cela peut correspondre de la part du CRDI à une volonté de minimiser les risques. En effet, si la dimension de l'institution n'est pas une garantie absolue de succès, elle pourrait en être une condition. Car l'existence de telles institutions présuppose une certaine infrastructure et la présence de ressources humaines assez importantes. Or, cette dimension peut constituer en même temps un goulot d'étranglement car elle implique souvent une forte hiérarchisation à l'intérieur de la structure, ce qui peut entraîner une certaine rigidité dans le mode de fonctionnement comme dans les mécanismes de prise de décision. On ne peut que saluer dans ce cas la décision du CRDI d'étudier les propositions alternatives que représentent les ONGs dont les avantages comparatifs, au sens d'une plus grande flexibilité du mode d'organisation constituent des atouts sérieux.

#### **b) ATTRIBUTIONS FINANCIERES AUX ONGs PAR DIVISION**

Il ressort de l'analyse de ces financements que la Division IS s'est intéressée à un plus grand nombre d'ONGs, sept au total. Les ONGs qui ont bénéficié d'un financement des Divisions SS, HS et AFNS au nombre de 6, 6 et 2 respectivement.

Les montants représentant le cumul des financements accordés aux ONGs par division révèlent la faiblesse des attributions financières qui leur sont consacrées comme l'indique le tableau ci-après.



**ATTRIBUTIONS FINANCIERES AUX ONGs  
PAR DIVISION EN % DU TOTAL DES ATTRIBUTIONS PAR DIVISION**

<b>NATURE DES ACTIVITES INSTI- TUTIONS</b>	<b>AFNS</b>	<b>COMM</b>	<b>IS</b>	<b>HS</b>	<b>SS</b>	<b>TOTAL \$ Can.</b>
1. CODESRIA			504 365		571 900	1 076 265
2. C.R.S	231 100					231 100
3. ASAFED			846 000			846 000
4. GFPA				63 100		63 100
5. GERAD				34 900		34 900
6. ISAID		70 000				70 000
7. FONGS	276 000					276 000
8. ENDA				46 700		46 700
9. AMRAD			266 950			266 950
10. AIJSA		13 285				13 285
11. INADES-CI			368 900			368 900
12. C.D.C				386 000		386 000
13. CUSO					11 495	11 495
14. CIRSSD					40 700	40 700
15. ATRS			57 720			57 720
16. IPD			209 000			230 228
17. ADFREA					401 400	401 400
18. INADES-YD			363 500			363 500
19. CDSBHZ				98 690		98 690
20. CIDEP					47 000	47 000
21. CEPAS					23 500	23 500
22. CARE-CAM				206 650		206 650
<b>TOTAL ONGs</b>	<b>507.100</b>	<b>83.285</b>	<b>2.616.435</b>	<b>833.950</b>	<b>1.095.995</b>	<b>5.159.993</b>
<b>TOTAL TOUTES INSTITUTIONS</b>	<b>29.684.712</b>	<b>395.582</b>	<b>11.632.095</b>	<b>5.011.172</b>	<b>9.813.989</b>	<b>57.454.692</b>
<b>% ONGs</b>	<b>1,7</b>	<b>21,0</b>	<b>22,5</b>	<b>16,7</b>	<b>11,2</b>	<b>9,0</b>

C'est avec la Division IS que les ONGs ont bénéficié du plus fort pourcentage de financement soit 22,5% du total de la Division. Ensuite, les ONGs ont obtenu 21,0 % du financement total accordé par la Division Communication. Hormis la Division HS avec laquelle ces organisations ont obtenu 16,7 % du financement total accordé à toutes les institutions, les pourcentages des financements accordés par les Divisions SS (11,2 %) et AFNS (1,7 %) sont relativement faibles si on les compare à ceux de la Division IS.

Reste que par rapport au montant total alloué par ces Divisions à toutes ces Institutions, le pourcentage obtenu par les ONGs est assez faible. Il est de 8,3 % et traduit assez éloquemment la faiblesse de l'implication du CRDI vis à vis des ONGs.

### **c) NATURE DES ACTIVITES FINANCEES**

Les informations analysées dans ce chapitre concernent uniquement les projets en cours et non la totalité des projets comme pour les chapitres précédents.

La classification des projets d'après la nature des activités financées s'est faite selon deux rubriques : la première concerne la recherche et la deuxième, le soutien à la recherche.

D'après le tableau établi ci-dessous 10 projets recensés intéressent la recherche tandis que 7 concernent le soutien à la recherche. Dans la première rubrique les recherches consacrées aux Essais et aux Adaptations Technologiques d'une part et celles consacrées à la santé, à l'éducation et aux études sur la population d'autre part sont à égalité de points.

**NATURE DES ACTIVITES ONG FINANCEES PAR LE CRDI  
D'APRES *CURRENT IDRC PROJECT WITH WARO*  
(AOUT 1988)**

NATURE DES ACTIVITES  INSTITUTIONS (ONGs)	RECHERCHE		SOUTIEN A LA RECHERCHE		
	ESSAI ET ADAPTATION TECHNOLOGIQUE	SANTE POPULATION ET EDUCATION	INFOR- MATION	FORMA- TION	PUBLICATION
CRS	X				
ISAID	X				
FONGS	X				
CODESRIA			X		X
ASAFED					X
IPD				X	
INADES, YDE				X	
CDSB		X			
AMRAD			X		
CARE/CAM	X				
CDC					X
ADFREA		X			
CUSO	X				
GFPA		X			
CIRSSD		X			
GERAD		X			
AICOM			X		
<b>TOTAL PROJET D'APRES NAT. ACT.</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>3</b>

Les subventions à la recherche intéressent les domaines suivants : Santé, population, éducation, socio-économie, essais et adaptations technologiques. Nous les avons regroupé en 3 grandes rubriques : Population, santé et éducation; socio-économie; et essais et adaptations technologiques.

Sont concernés par la 1ère rubrique le Community Development Center basé en Sierra Leone, le centre Inter-africain de Recherches et d'Etudes en Sciences de l'Education de Lomé et le Groupement d'Etudes, Recherche et Actions pour le Développement de Bamako. Leurs travaux ont porté respectivement sur l'évaluation interne et externe du système d'éducation pour les divers groupes socio-économiques et ethniques en Sierra Leone, l'évaluation des incidences des installations sanitaires réalisées par les populations sur leur santé au Togo et, enfin, la détermination des facteurs institutionnels et économiques qui influent sur le taux de fréquentation scolaire au Mali.

Les recherches en économie du développement <sup>ont été menées</sup> par l'IPD de Douala, la FONGS basée à Thiès et ENDA-Tiers Monde de Dakar. L'IPD s'est intéressé à l'étude des ressources humaines et financières destinée à la recherche agricole au Cameroun. Pour la FONGS, il est plutôt question de supporter les initiatives paysannes visant à construire un système de crédit qui garantira l'accès au plus grand nombre, en collaboration avec la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal. ENDA-Tiers Monde s'est attaché à évaluer les effets du programme de formation des ruraux en jardinage, hygiène et puériculture etc..., sur leurs conditions de vie. Les subventions qui ont été accordées au CODESRIA dans cette perspective ont consisté à faciliter les échanges d'expérience entre chercheurs.

Enfin, la rubrique Essais et Adaptations Technologiques est celle qui retient le plus l'attention ici. Ce sont des recherches expérimentales visant à tester une pompe créée en Malaisie avec le soutien du CRDI. Deux ONGs (AMRAD, Mali et CARE, Cameroun) sont chargées de mener cette opération sur le terrain et de modifier éventuellement la pompe pour l'adapter aux conditions locales. D'autres essais ont été réalisés sur le mini-décortiqueur fabriqué par le Catholic Relief Service (C.R.S.) de Banjul pour évaluer son efficacité pour le décortiquage du mil et du sorgho. Ce travail a été fait en collaboration avec l'Institute for the Studies and Application of Integrated Development (ISAID) de Niamey pour étudier la viabilité technique et socio-économique de cette pompe et promouvoir son utilisation dans les régions urbaines et rurales du Niger et de la Gambie. Plus proche de l'étude de factibilité, la recherche du CUSO en Sierra Leone s'est occupée de l'étude du mode d'utilisation traditionnelle des marécages africains afin de les comparer à des techniques potentiellement plus efficaces de culture du riz. Cette étude était complétée par des enquêtes sur des aspects relatifs à la main d'oeuvre et au crédit agricole.

Il semble à première vue que les ONGs n'aient pas développé de potentiel pour la recherche dans des domaines très spécialisés. En dehors des sciences sociales et de la santé, les ONGs sont faiblement impliquées dans les recherches consacrées à l'agriculture. D'autres domaines tels que l'énergie et l'analyse institutionnelle ne sont pas pris en charge par les projets du CRDI avec les ONGs et cela, bien que les ONGs estiment dans leur grande majorité avoir souvent besoin de renforcer leurs capacités institutionnelles.

Au total, les différents travaux de recherche réalisés par les ONGS ont un caractère plutôt expérimental. Ils se sont attachés à étudier dans quelle mesure des outils déjà créés pourraient être adaptées sur d'autres terrains, c'est à dire dans des conditions différentes. Les thèmes proposés ont un rapport évident avec le développement même s'ils expriment des préoccupations différentes. La diffusion des résultats de la recherche n'est pas en reste. C'est là tout le sens qu'il faut donner au soutien accordé par le CRDI au CODESRIA, à l'INADES, à l'IPD et à l'AICOM. On observe ainsi de la part du CRDI un souci de promouvoir à la fois le développement de la recherche et la diffusion de ses résultats. Ces deux étapes sont complémentaires. En facilitant la diffusion de ces résultats, le CRDI favorise leur accès au plus grand nombre et évite la duplication des travaux de recherche.

## **CONCLUSION**

Si nous admettons avec Brown et Korten (1988, 9) que le développement est un processus par lequel une société renforce ses institutions dans un sens qui accroît son aptitude à gérer et à mobiliser les ressources nécessaires à la satisfaction des aspirations de ses membres, il s'ensuit que toute politique de développement postule des choix favorables à la mobilisation et à l'accroissement de telles ressources. Cela signifie qu'il n'y a pas de développement possible sans une appropriation réelle du progrès technique qui ne peut se réaliser en l'absence de cadres institutionnels fiables. Si cette appropriation entendue comme une capitalisation des ressources est une condition du développement technique, elle suppose l'existence de relais institutionnels propices. On comprend dès lors combien est judicieuse la politique du CRDI visant au soutien des institutions dans le but de les aider à accroître leurs propres capacités. On comprend également ses motivations à travailler avec des centres ayant déjà atteint une certaine dimension. Car leur existence présuppose une certaine infrastructure. Or les ONGs constituent des institutions présentant quelques particularités qui se résument à la faiblesse de leur capacité de management et aux difficultés qu'elles éprouvent pour conduire des actions sur le long terme même si, par ailleurs, on leur reconnaît une plus grande flexibilité par rapport aux agences gouvernementales.

Si le CRDI veut s'ouvrir davantage à ces organisations, se pose alors la question de l'efficacité des mesures qu'il serait appelé à prendre dans ce cadre. Une telle action suppose que soit mesurée la capacité de ces institutions pour mieux déterminer leur potentiel en matière de recherche. En ce sens, l'inventaire typologique des ONGs proposé ici précède l'analyse de leurs capacités institutionnelles. Il appartiendra ensuite au CRDI de définir dans quelle mesure on peut identifier des classes de potentiel relatives aux capacités propres à de telles organisations, ce qui rendra possible en l'occurrence des choix politiques plus judicieux pour cette institution.

## **BIBLIOGRAPHIE**



1. **AAEA**  
Aperçu historique sur AAEA et son programme d'activités. 1978-1983. Nairobi, 1983, 14 p.
2. **AHMAD, Y.J.**  
L'état de l'environnement en Afrique. Nairobi, ANEN/CLE, 1985, 20 p.
3. **AMREF NEWS**  
African NGO's discuss future of continent, n° 12 Jan-Mars, 1988, non paginé.
4. **ARCT, AAAS**  
Directory of scientific and Engineering Society in Sub-Sahara Africa. Washington, AAAS Publication, 1987, 146 p.
5. **ATANG, C.I.**  
Tour of Nigeria for women NGO needs, assessment for Ford Foundation approved Grant. Yaoundé, PAID, 1989, 55 p.
6. **BORGHESE, E.**  
Développement du Tiers Monde : le rôle des ONGs - non paginé et sans référence.
7. **BOOTH, W. & MELAM. G., R**  
A directory NGO's in the Forestry Sector - Africa Edition. New York, The tree project, 1986, 64 p.
8. **BRODHEAD, T**  
NGO's - In one year, out the other ? in World Development; vol. 15, supplement Oxford (G.B.), pp. 1-6.
9. **BROWN, L.D. & KORTEN, D.C.**  
The role of voluntary organizations in development. An exploratory concept prepared for the World Bank. Washington, 33 p. multigr.
10. **CCA-ONG**  
Annuaire 86-87. Bamako, CCA-ONG, 1987, 13 p., multipaginé.
11. **CCA-ONG**  
Présentation du comité de coordination des organisations non gouvernementales au Mali. Bamako, 1987, 5 p. multipaginé.
12. **CIONGCA**  
Liste des ONGs en activité en Centrafrique. Bangui, 1988, 3 f. multipaginé.



13. **CODESRIA**  
Conférence sur le rôle des organisations régionales dans la construction des capacités en Afrique. Dakar, 1988, multipaginé.
14. **CONGAT**  
- CONGAT, modèle d'organisation. Lomé, multip.
15. **CRAT**  
Inventaire des principales Ressources Scientifiques en Afrique : répertoire d'institutions, d'organismes de consultation et d'experts en science et technologie en Afrique. Dakar, CRAT, 1986, 358 p. + ann.
16. **CRDI**  
Selon nos idées. La Recherche au service du Tiers Monde : le Centre de Recherche pour le Développement International et la contribution du Canada, Préface de Morse BRADFORD, 1970-1985. Ottawa, CRDI, 1986, 242 p.
17. **CRET**  
Répertoire des ONGs africaines actives dans le domaine des énergies renouvelables et du reboisement. Nairobi, 1982, 42 p.
18. **CTA et al**  
Sources d'information sur l'agriculture tropicale, CTA Convention ACP-CEE. Montpellier, Cidarc T.II, 1988, 357 p. + ann.
19. **FAO**  
Directory of non-Governmental Organization for Rural Development. Rome, 1985.
20. **FAVDO**  
Special issue : The Dakar Conference-Creation of FAVDO, Dakar, FAVDO echo, n° 0, 1987, 26 p.
21. **FRANTZ, TR.**  
The role of NGOs in the strengthening of civil society, World Development, vol. 15, supplement, Oxford (G.B.), 1987, pp. 121-127.
22. **FRUGE, M.**  
Survey of organization involved in development in Ghana : 1985-1986. Accra, CRS-USAID, 1986, 147 p. multigr.
23. **GAAS**  
Ghana Academy of Arts and Sciences Hand-book. Accra, 1981, 46 p.
24. **GAP**  
Le groupement des Aides Privées. Niamey, 1986, 32 p.
25. **GAPVOD**  
Directory of National and International NGO operating in Ghana. Accra, UNDP-GAPVOD, 1987, 45 p. multigr.

26. **GARILAO**  
Indigenous NGOs as Strategic Institutions : Managing the Relationship with Government and Resource Agencies, in *World Development*, vol. 15, supplement, Oxford (G.B.), 1987, pp. 113-120.
27. **GHILS, P.**  
Participation des ONGs au développement économique et social de l'Afrique. Bruxelles, colloque UAT in Transnational Associations, 1/1985, 1984, pp. 43-53.
28. **GORDON DRABECK, A.**  
Editor's preface in *World Development*. vol. 15, supplement, Oxford (G.B.), 1987, pp. vii-viii.
29. **GORDON DRABECK, A.**  
Development Alternatives : the challenger for NGOs. An Overview of the issues, in *World Development*, vol. 15, supplement, Oxford (G.B.), 1987, pp. iv-xv.
30. **IDRC**  
Current IDRC Projects with WARD (by division only). Ottawa, 1988, 115 p.
31. **IPD**  
Le développement des ressources pour la recherche-développement : une interrogation sur la recherche action. Yaoundé, atelier université de Yaoundé-CRDI sur le développement des ressources humaines dans le contexte de recherche-développement, 1988, 16 p. multigr.
32. **IPD**  
Adaptation de l'IPD aux changements de l'environnement. Collaboration avec les ONGs : 1987/1988. Yaoundé, doc. de travail IPD-SG., 1988, 17 p. + ann.
33. **JECQUIER, N.**  
Répertoire des centres de technologie approprié. Paris, 1989, OCDE, extrait.
34. **KORTEN, C.D.**  
Third Generation NGO Strategies : a key to people centered development in *World Development*, vol. 15, supplement, Oxford (G.B.), 1987, pp. 145-159.
35. **KOUASSIGAN, S.**  
Répertoire des Organisations Non Gouvernementales agréées au Sénégal (version provisoire). Dakar, M.D.S. - PNUD, 1988, 90 p.
36. **LALAU-KERALY, A. & D'ORFEUIL, H.**  
Le renouveau de l'action non gouvernementale en Afrique au Sud du Sahara. Paris, GRET, 1983, 67 p. + ann.
37. **LO, H.**  
Récapitulation des attributions aux projets CRDI dans la zone de BRACO. Dakar, BRACO-CRDI, 1989, 18 p. multigr.

38. **MELAM.-G.R. & GIASSEN, L.**  
Répertoire des ONGs du secteur sylvicole. New York, Bureau International du Projet de l'arbre, 1987, 247 p.+ ann.
39. **MPAT-PNUD**  
Les organisations non gouvernementales et leur contribution au développement socio-économique du Cameroun. Yaoundé, Direction de la planification, 1988, 49 p.+ ann.
40. **NOGUEIRA, R.M.**  
Life Cycle and Learning in Grassroots Development Organizations, in World Development, vol. 15, supplement, Oxford (G.B.), 1987, pp. 169-177.
41. **OCDE-CODESRIA**  
Répertoire des projets de recherche et de formation en matière de développement en Afrique. Paris, 1986, 523 p.
42. **OECD**  
Voluntary Aid for Development. The role of non governmental Organization. Paris, 1988, 154 p.
43. **PRADON, M.**  
Non-Governmental Development Organizations from Development Aid to development cooperation, in World Development, vol. 15, supplement, Oxford (G.B.), 1987, pp. 69-77.
44. **Premier Congrès des Hommes de Sciences en Afrique**  
Renaissance scientifique et stratégies de développement en Afrique. Brazzaville, documents de référence, 25-30 Juin 1987. Dijon, JOBARD, vol.I, 1988, 405 p.
45. **Premier Congrès des Hommes de Sciences en Afrique**  
Mobilisation de la Communauté Africaine pour une gestion rationnelle et humaine, stratégies financières. Brazzaville, doc. de référence, 25-30 Juin 1987. Dijon, JOBARD, vol.II, 1988, 313 p.
46. **RAHNEMA, M. & SHORT, J.**  
Report on a preparatory assistance mission to Africa under UNDP/PACT Project on co-operation with NGO's, 1987, 133 p.
47. **RESADOC**  
Troisième réunion de concertation des coordinateurs nationaux RESADOC. Bamako, Institut du Sahel, 1989, Multipaginé.
48. **RESEAU SIS-ONG**  
Liste des ONG membres des collectifs sahéliens, UN-NGO liaison service. New York, 1988, 66 p.
49. **SPONG**  
Rapport d'activités 1985. Ouagadougou, SPONG, 1985, 145 p.

50. **UN-NGLS**  
NGO's and Africa : a strategy workshop, final report. Geneva, DE-BOGIS, c., 1985, 118 p.
51. **TOURE, E.S.N.**  
La Recherche-Développement dans le Nord du Sénégal, Etude de cas. Dakar, Premier Forum  
Prélude : Univ. de Dakar, Université Clermont II, Fac. de Namur-ACS, ASRADEC, 1987, 16  
p. multigr.
52. **USPT**  
Nouvelles de l'USPT, Secrétariat Général, N° 1 et 2, Brazzaville, 1988.
53. **WEREKO-BROBBY, C.Y**  
Energy Research in Ghana : Review and Future directions. Report prepared for the IDRC,  
Canada, Ghana, CEED (88) PRS-2, 1988, 113 p.

## ANNEXES



I.  
**ONGs DE RECHERCHE ET/OU DE FORMATION  
EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE**

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
1. Alliance Internationale de Coopération scolaire et Coopérative scolaire internationale, créée en 1979.	1465 YASA Bumbu B.P. 11304 Kinshasa, Zaire Télex : EAIE 79-B.P 11304 KIN I	Assurer une formation continue et une orientation professionnelle à tous les groupes d'âge.	Diffusion de l'information planification, formation, éducation, organisation de conférence...
2. Association Africaine d'Education pour le Développement, ASAFED créée en 1978	Rue de l'usine BATA, B.P 3907 - Lomé, Togo Tél. : 21.63.16 ; Télex : 5131	Formation, Education Diffusion de l'information.	Population, Santé, Développement Communautaire, Sylviculture, Technologie appropriée.
3. Association des Chercheurs Sénégalais - A.C.S.	s/c IFAN Cheikh Anta Diop B.P 206 IFAN	Recherche	Sciences sociales, Agriculture, Culture, technologie, et communication, etc.
4. Association des Clubs des Amis de la Nature du Cameroun, A.F.C.A.N créée en 1975	B.P 271, Garoua, Cameroun Tél. : 27.11.25	Introduire dans les écoles l'enseignement de l'écologie, pour promouvoir les politiques de protection de la Nature...	Reboisement, Lutte contre la pollution, Protection de la nature, Formation, Recherche, Enseignement.
5. Association Culturelle d'Aide à la Promotion Educative et Sociale, ACAPES, créée depuis 1972.	Rue 6, villa 84 Bopp, B.P. 3432, Dakar, Sénégal Tél. : 21.42.57 ; Télex :	Formation	Education en milieu péri-urbain Formation en milieu rural

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
6. Association d'Etudes de Technologie appliquée et d'Aménagement en Afrique, A.E.T.A.	B.P. 2031 Budula, Sema, Bamako, Mali. Tél. : 22.29.18	Promouvoir le Développement et la recherche agricole.	Recherche sur les projets de développement rural ; les technologies villageoises : les thèmes hydro-agricoles et l'aide aux coopératives.
7. Association des Femmes Africaines pour la Recherche sur le Développement, A.F.A.R.D. créée depuis 1977.	s/c CODESRIA, rue Léon Gontran Damas, x F, Fann Résidence, B.P. 3304 Dakar, Sénégal Tél. : 23.02.11 ; Télex : 3339 CODES SG.	Recherche	Sciences sociales, Femmes et développement.
8. Association pour la formation des cadres A.F.C.A S.I.P.C.A. International	Centre de Douala : B.P 438 Tél. : 42.31.97/centre de Yaoundé Télex : 090 8337 KN/SAPROCI Siège : 8, rue Lafayette - 75009 Paris Tél. : 42.23.59.59 Télexe AFCASIP 29.04.49 F.	Formation	Conseil/Développement Etudes/projets Formation/Perfectionnement Sélection/recrutement Audit/Diagnostic
9. Association Française des Volontaires du Progrès A.F.V.P., créée en 1963	B.P 1010, Dakar, Sénégal Tél. : 22.04.92 ; Télex : Voir les autres antennes dans les pays francophones d'Afrique.	Participer à l'auto-promotion des populations rurales dans les domaines prioritaires pour le développement auto-centré par la formation et l'appui au développement	Hydraulique, appui technique gestion, santé publique, auto-construction.
10. Association Malienne d'Assistance Technique Villageoise, AMATEVI créée le 25/11/1983.	Dar Salam, rue 56 x 52 Bamako, Mali Tél. : Télex :	Formation et organisation des paysans	Production agricole

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
11. Association Malienne de Recherche-Action pour le Développement, A.M.R.A.D., créée en 1983.	B.P. 24, Bamako, Mali, Tél. : 22.38.87	Recherche-Action	Hydraulique villageoise, maraîchage, etc...
12. Association pour la Promotion des Initiatives Communautaires Africaines, A.P.I.C.A.	Antenne Afrique Centrale Ouest (A.C.O.) B.P. 5946, Douala AK-WA, Cameroun Tél. : 42.12.28 Télex : s/c 5744 KN Possède une autre antenne au Tchad.	Former responsables et membres des communautés de base. Vulgarisation technologies appropriées. Consultation en matière d'élaboration, de suivi et d'évaluation des actions de développement.	Formation, gestion, animation - Action, Appui technologiques
13. Association Sénégalaise de Recherche et d'Assistance pour le Développement Communautaire. A.S.R.A.D.E.C. créée en 1981	B.P. 3679, Dakar, Sénégal Tél. : 25 07.68 ;	Recherche - Action, Formation.	Hydraulique, Agriculture, Santé, Etudes diverses.
14. Bureau d'Animation et de Liaison pour le Développement, B.A.L.D.	B.P. 11580, Niamey, Niger Tél. : 73.48.12		Conservation des sols et des ressources en eau, production agricole, création de pépinières..., formation, conseil, recherches appliquées, etc.
15. Centre for Energy and Environmental Development. C.E.E.D.	P.O. Box 39, TUC Post Office Ghana, Accra.	Recherches sur les énergies nouvelles et renouvelables et les problèmes liés à l'environnement.	Energie nouvelle et renouvelable, technologie appropriée, environnement.



NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
16. Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale, C.-E.C.I. créé en 1958, installé depuis au Sénégal.	Villa n° 11 B, Zone A, B.P 6112, Dakar, Sénégal Tél. 22.64.14 Siège : 4824, Chemin de la Côte des Neiges, Montréal, H3V 1GA - Canada.	Formation, appui Institutionnel	Production alimentaire Sylviculture.
17. Centre de Développement Communautaire	B.P. 170 Kimpese, Zaïre	Recherche sur les technologies appropriées.	Technologie appropriée pour les populations rurales, Travaux sur l'utilisation rationnelle et économique du travail humain par la fourniture d'outils agricoles, etc...
18. Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique Occidentale installé en 1984 au Burkina Faso (CESAO).	B.P 305 Bobo Dioulasso Burkina Faso Tél. : 990490 ou 990491 Secrétariat général CESAO. Ouagadougou Tél. 33.25.01	Formation, animation	
19. Centre International de Développement et de Recherche, C.I.D.R créé en 1960, installé au Mali depuis 1979.	B.P. 150, Kayes, Mali B.P. 5, Bandiagara, Mali Siège : B.P. 1, Autriche 60350, Cuisse-La-Motte, France. Tél. : (4) 442.1.12 ou 442.11.06 Télex : CIDEREC 140 133 F	Mise en place d'un réseau régional de caisse villageoise d'épargne et de crédit en pays Dogon. Lutte contre l'exode des jeunes ruraux.	Projets de développement à caractère économique dans les zones rurales défavorisées.
20. Centre International pour l'Education permanente et l'Aménagement concerté, C.I.E.P.A.C. créé en 1979, installé au Sénégal en 1984.	Immeuble BCEOM/CONGAD km 1, av. Cheikh Anta Diop B.P. 1718, Dakar, Sénégal. Siège : 21, rue du Plat Lyon	Recherche-Action, Formation	Elevage, Maraîchage, Hydraulique villageoise, Conservation des eaux et des sols, Formation, Information, Création d'emplois artisanaux.

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
21. Centre de Recherches pour le Développement Endogène. C.-R.D.E. fondé en 1986, installé depuis au Sénégal.	B.P. 5011 Dakar, Fann Sénégal	Recherche et formation	Sciences et techniques, Monde rural, Industrialisation, Intégration Africaine, Etat et Société civile, Population, Urbanisation, cultures, Langues et Communication
22. Conseil pour le Développement de la Recherche Economique et Sociale en Afrique (CODESRIA).	Fann Résidence, Rue F x 2 B.P. 3304, Dakar, Sénégal. Tél. 23.02.11 Télex : 3331 CODES SG.	Recherche	Développement économique et social.
23. Conseil Panafricain pour la Protection de l'Environnement et le Développement, C.C.P.E.D., créé en 1982	B.P. 994, Nouakchott, Mauritanie Tél. : 530 77 Télex : NOSOM-LIPAM 565/MTN Télégraphe : CPPED Nouakchott	Lutter contre la désertification par une démarche pluridisciplinaire tenant compte des besoins et objectifs des communautés rurales.	Lutter contre la désertification et la pollution, Conservation de l'eau ; Recherche, Aide à la vulgarisation, diffusion de l'information.
24. Environnement et Développement du Tiers Monde, E.N.D.A. Installé au Sénégal depuis 1972	Rue Kleber x Bayeux B.P. 3370, Dakar, Sénégal Tél. : 21.60.27 / 22.42.29 Télex : 4565 ENDA SG. Possède des antennes en Amérique Latine.	Recherche-action, Formation	Environnement, Energie, Santé, Etudes diverses, Milieu urbain et rural.
25. Euro-Action Accord installé en 1983 au Burkina Faso	B.P 137, Ouagadougou Burkina Faso Tél. 33.43.28 Siège : Grande Bretagne SW1 P1DQ Londres Tél. : 828.76.11/2 Télex : 895.44.37 Praxis	Formation, Animation	Apiculture, Hydraulique

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
26. Femmes, Développement et Entreprise en Afrique, F.D.E.A., créée en 1987	Rue 1 x F, Point E, Dakar B.P. 3921 Tél. : 22.02.40 / 23.00.58 Télex : 1300 A. SG	Formation	Crédit, Epargne rurale
27. Fédération des Unions Coopératives d'Epargne et de Crédit	B.P. 3541, Lomé, Togo Tél. 21.06.32	Formation et création de coopérative	Crédit et épargne, milieu urbain et milieu rural
28. Ghana Rural Reconstruction movement, G.R.R.M.	Yensi Centre P.O. Box 14 Manipong - Akwapin, Ghana.	Promouvoir le développement rural.	Recherche, Conseils, Diffusion de l'information.
29. Groupe de Recherche et d'Application Techniques, CRAT, créé en 1981.	B.P. 2502 Rue 14 x 17, Médina-Coura Bamako, Mali Télex : 2502 Télégraphe : 2428	Recherches sur les aspects socio-économiques d'ensemble du développement et contribution à l'élaboration de solutions faisant appel à des techniques appropriées.	Production de biogaz et autres formes d'électromécanique apparentées à l'énergie, aménagement des bassins versants, reboisement, conception et diffusion de fourneaux, etc...
30. Institut Africain pour le Développement Economique et Social, INADES. Voir INADES Yaoundé. et CEPAS/INADES Foresterie, Zaire.	08 B.P. 8, Abidjan 08, Côte d'Ivoire, Tél. : 44.15.24 B.P. 11, Yaoundé, Cameroun. Tél. : 23.45.51 B.P. 5717, Kinshasa, Gombe, Kinshasa, Zaire. Tél. : 300.66.	Information, analyse des changements socio-culturels, économiques, politiques ou religieux qui orientent le développement des peuples et les décisions des personnes en Afrique noire, la formation permanente des jeunes et des adultes en vue de leur promotion humaine.	Action sociale d'appui et de Promotion, Edition, Education et formation.

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
31. Institut pour la Coopération internationale - IIC - Installé en 1977 au Burkina Faso.	B.P. 2112 Ouagadougou, Burkina Faso Tél. 33.30.56 ou 33.50.83 Siège : AIOI, Vienne Autriche	Formation	Agriculture
32. Institut Panafricain pour le Développement, I.P.D. Créé en 1964	Secrétariat Général B.P. 4056, Douala, Cameroun Tél. : 42.43.35 et 42.10.61 Télex : 6048 KN	Recherche et Formation	Développement rural, Femme et Développement, Santé, Nutrition et Développement, Gestion des ONG et des Initiatives de base.
33. Institute for the Study and Application of Integrated Development. ISAID créé en 1975.	B.P. 2821, Niamey Tél. 74.09.65 Siège : Institute for the Study and Application of Integrated Development, 2, Brock St. W. Box 688, Uxbridge, Ontario Loc Iko, Canada.	Contribuer à l'autosuffisance alimentaire et lutte contre la faim et la malnutrition en participant à des actions intégrées sur le terrain.	Appui technique.
34. Institut Oecuménique pour le Développement des peuples. INODEP.	B.P. 4300 Villa 2182 Dieupeul 1, Dakar, Sénégal	Formation, Education	Agriculture, Environnement.
35. National Consumers Nigeria, N.C.N., créé en 1972.	28 E. Yellow Duke Street P.O. Box 851 Calabar Cross River State, Nigeria Tel. : 22.22.52	Permettre aux consommateurs de mieux connaître leurs droits, apporter une aide à l'agriculture par des actions d'information.	Conservation des sols reboisement, énergie, agriculture, aménagement de bassins versants, formation, recherche théorique et appliquée, etc...

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
36. Plan de Parrainage International, installé en octobre 1975 au Burkina Faso.	B.P. 1184 Ouagadougou, Burkina Faso Tél. 33.49.80 Télex PIBF 5445 BF Siège : Rhod Island Box 804, East Greenwich, Tél. : 401.826.2500 Télex : 68.17.107	Formation, Education, Formation	Reboisement, Agriculture, Elevage, Hydraulique, Santé.
37. Réseau Africain Pour le Développement Intégré, R.A.D.I.	Rue 39 x 44, Colobane B.P. 12085, Dakar, Sénégal Tél. : 22.44.95 Télex :	Formation	Agriculture et études diverses.
38. Save the Children Federation Fondation de développement communautaire installée en 1975 au Burkina Faso	B.P. 642, Ouagadougou, Burkina Faso Tél. : 33.43.52 Télex : Africord 5403 BF Siège : 54 Wilton RD Wintport, CT USA 06880 Phone (203)226	Formation, Education et Animation	Agriculture, hydraulique, santé et élevage...
39. Société Internationale de Linguistique. S.I.L.	B.P. 1299, Yaoundé, Cameroun Tél. : 22.39.48	Recherches et Alphabétisation	Développement des Langues Camerounaises ; Langues Nationales et Développement
40. Terre des Hommes France T.D.H.F, créée en 1963, installée au Sénégal.	Villa n° 2182, Dieuppeul I, Dakar, Sénégal. Tél. 22.25.40 Siège : 4, rue Franklin F - 93200 Saint-Denis, France	Formation	Agriculture, Développement Communautaire.

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
41. Voluntars in Technical Assistance, V.I.T.A., installée au Mali en 1985	Projets foyer métallique c/o Ambassade des Etats-Unis. Bamako, Mali. Télex : 448	Diffuser des informations et des moyens techniques pour promouvoir l'autosuffisance.	Conception de fourneaux, diffusion et commercialisation, énergie, technologie appropriée. Recherches pratiques et théoriques, formation, éducation, diffusion de l'information, aide à la vulgarisation.
42. Women's Research Group	c/o Dr. Elisabeth A. Schandorf, Geography Department, University of Ghana, LEGON, Ghana.	Recherche	Sciences sociales, Energie, Développement.

**II.**  
**ONGs D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AYANT UN INTERET PONCTUEL**  
**POUR LES ETUDES ET LA FORMATION**  
**EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE**

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
1. Action Micro-Barrages AMB	BP 26, Koudougou, Burkina Faso. Tél. 44 02 80		Hydraulique
2. AFRICARE Créée en 1971, installé au Mali en 1974. A des antennes dans d'autres pays africains.	B.P. 1793, Bamako, Mali Tél. 22 37 03	Amélioration de la qualité de vie en Afrique rurale en développant les ressources hydrauliques, la production agricole et les services de santé.	Hydraulique, Agriculture et Santé.
3. Association canadienne d'aide à l'enfance. ACDE installée en 1981 au Burkina Faso	B.P. 4076 Ouagadougou, Burkina Faso. Tél 33 62 74		Hydraulique, Agriculture, Formation, Reboisement
4. Association pour le Développement des Energies en Mauritanie, E.D.E.R.E.M.	B.P. 6174, Nouakchott, Mauritanie.	Promouvoir le développement des énergies en Mauritanie.	Projets en matière d'énergie pour la promotion et l'utilisation des énergies renouvelables en Mauritanie (Biogaz, cuisinière améliorée).
5. Association pour le développement de la région de TOMA installée en 1980 au Burkina Faso	B.P. 164 TOMA, Burkina Faso		Agriculture, Animation, Formation rurale.

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
6. Association pour la Formation et la réinsertion des migrants, Mali A.F.R.A.M. créée en 1984	Rue 42 x 19 Niarela, Bamako, Mali.	Formation et réinsertion des migrants, volontaires au retour, leur installation définitive autour de divers projets de développement.	
7. Association Malienne pour le Développement. A.M.D. créée en 1983.	Rue 112 x 115, Ouolofobougou, Bolobana, Bamako, Mali Tél. 22.59.09	Appui aux installations de base.	Energie solaire, reboisement, petite irrigation, soins de santé primaire, artisanat, aide d'urgence.
8. Association Néerlandaise d'Assistance au Développement S.N.V. créée en 1965, installée au Mali en 1978.	B.P 2220, Bamako, Mali Tél :22 43 27 Télex : Public BKO SNV	Assistance technique à des projets visant à améliorer les conditions de vie des groupes défavorisés.	Environnement, agriculture, aménagement de l'eau.
9. Association of People for Practical Life Experience, A.P.P.L.E. créée en 1976.	B.P. 4625, Accra, Ghana. Tél. 77 73 16. Télégraphe : 3033 Attn APPLE	Promouvoir les projets de développement rural intégré et la création d'entreprises	Création de pépinières, production et collecte de plants, formation, éducation, etc...
10. Atelier de Matériel Audio-Visuel, A.M.A.  installée au Cameroun en 1972.	B.P. 267, Yaoundé, Cameroun. Tél. 22 08 34.		Réalisation et production de Matériel Audio-Visuel.



NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
11. Bureau des projets pour le développement.  FEME installé en 1978	B.P. 108 Ouaga, Burkina Faso.  Tél. 33 66 93.  Telex : BPD/FEME 15430 BF		Education, Formation, Animation, Agriculture, Elevage, Reboisement Hydraulique.
12. CARE - Cameroun  CARE - Sierra Leone	P.O.Box 422, Yaoundé, Cameroun. P.O.Box 744, Freetown, Sierra Leone.	Favoriser le processus permettant aux pauvres du Tiers Monde d'acquérir des compétences et de devenir autosuffisants.	Agrosylviculture, création de pépinières, collecte et aménagements des bassins versants, Formation, Aide à la vulgarisation.
13. CARITAS	Km, 11 Route de Rufisque B.P. 439, Dakar Tél. 34 00 20 et 34 05 28 Télex: 285 CARITAS SG.	Appui au développement dans le monde rural.	Agriculture, formation, etc...
14. Catholic Relief Service C.R.S. créé en 1943 (U.S.A.) Installée au Sénégal depuis 1961. A d'autres antennes en Afrique occidentale et centrale.	72 Bd. de la République. B.P. 216, Dakar, Sénégal. Tél. 22 22 75 ou 21 46 21. Télex: 61 232 CRS WARO SG. Siège : 1011, First Avenue New York, N.Y. 10022, USA	Appui au développement dans le monde rural.	Agriculture, etc..
15. Cathwell	B.P. 469 Ouagadougou, Burkina Faso. Tél. 33 54 87 ou 33 55 03.  Telex : BCTR 1111 BF		Agriculture, Formation, Animation, Hydraulique.

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
16. Center for Community Studies, Action and Development. Créé en 1965, installée au Mali en 1977.	P.O.Box 22, Jamestown, Accra, Ghana.	Conseil et Consultation dans les domaines de l'Agriculture, de la Santé et de l'éducation.	Formation des leaders.
17. Centre de Promotion de la Santé de Tokombéré. Installée depuis 1975.	B.P 74, Maroua, Extrême Nord Cameroun.		P.M.E.  Nutrition, Prévention.
18. Centre rural d'appui technique (pour la promotion collective) installé en 1975.	B.P. 71, SAA, Cameroun.		Agriculture, élevage, santé.
19. Comité Français contre la Faim, C.F.F., installé en 1978 au Niger.	B.P. 10741, Niamey, Niger. Tél. 72.32.91	Appuyer les initiatives des communautés locales, organiser et promouvoir l'information du public sur la faim dans le monde et le développement...	Maraichage, reboisement, aménagement des bassins versants, formation...
20. Comité International de Liaison du Corp pour l'Alimentation. C.I.L.C.A., crée le 1er Février 1980.	B.P. 2652, Bamako, Mali. Tél. 22 33 03 et 22 28 37.	Soutien au développement rural au niveau des villages avec un accent particulier sur la production alimentaire.	Agriculture, alimentation.

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
21. Conseil des Organismes non Gouvernementaux en Activité au Togo. CONGAT,  créé en 1976.	B.P. 1857, Lomé, Togo.  Tél. 21 14 89.  Télex: 5327 CONGAT.		Conservation des sols, production agricole, création de pépinière, aménagements des bassins versants, biogaz, reboisement, agrosylviculture, technologie appropriée...
22. Fédération des Eglises et Missions Evangéliques du Cameroun. F.E.M.E.C.  Installée depuis 1972.	Département pour le développement, DPD, FEMEC, B.P. 790, Yaoundé, Cameroun.	Appui au développement.	
23. Fédérations des ONGs du Sénégal. FONGS, créée en 1978.	B.P. 269, Thiès, Sénégal.	Coordonner les activités des ONGs sénégalaises et apporter un appui sur le plan de l'information.	Conservation, environnement, sylviculture..., conseil, formation, etc...
24. FONADES installé en 1973 au Burkina Faso	B.P. 523, Ouagadougou, Tél. 33.65.99		Hydraulique, Formation
25. National Council of Negro Women, Inc., N.C.N.W.  Créée en 1982	B.P. 2984, 32 rue de Denain x Félix Faure, Sénégal.  Tél. 22 34 40 ou 21 93 76		Agrosylviculture, reboisement, conception et diffusion de journaux, éducation, formation, etc...

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
<p>26. Office Africain pour le Développement et la Coopération, O.F.A.D.E.C.</p> <p>créée en 1976 et installé au Sénégal depuis.</p>	<p>48, Avenue Faidherbe, Dakar, Sénégal.</p> <p>Tél. 21 87 59</p>	<p>Concevoir, animer et soutenir des projets d'auto-assistance dans les régions frappées par la sécheresse.</p>	<p>Lutte contre la désertification, conservation, agrosylviculture, production alimentaire, création de pépinières, aménagements de bassins versants, formation, éducation, etc...</p>
<p>27. Opportunities Industrialization Centre, Ghana. O.I.C.G.,</p> <p>Créée en 1971</p>	<p>P.O. Box 6241, Accra, Ghana</p>	<p>Contribuer à l'effort national de réduction du non emploi par la formation et le placement des exclus des établissements scolaires.</p>	<p>Formation.</p>
<p>28. OXFAM U.K.</p> <p>OXFAM a des antennes dans beaucoup de pays africains.</p>	<p>B.P. 209, Bamako, Mali.</p> <p>Tél. 22 61 73.</p> <p>Télex: cabine publique. Siège: B.P. 489, Ouagadougou, Burkina Faso.</p> <p>Tél. 33 64 69.</p> <p>Télex: AFRICORD. B.P. 5403.</p>	<p>Développement agro-pastoral et sanitaire.</p>	<p>Agriculture et soins de santé primaire.</p>
<p>29. Pan-African Students International Peace and Voluntary Corps (PANASCO). The People's Cooperative and Rural Development Association créée en 1965.</p>	<p>Gyhanha Empire Secondary School. P.O.Box 6828 Accra-North Ghana.</p> <p>Telex : GEMPISCO 29079</p>	<p>Organiser des projets d'auto-assistance et améliorer la qualité de la vie dans les zones rurales.</p>	<p>Reboisement, conservation et aménagement des bassins versants... Formation, aide à la vulgarisation, etc...</p>
<p>30. Projet Tapis Vert</p>	<p>B.P. 2605</p> <p>Pt. Balafon, Niamey, Niger</p>		<p>Conservation des sols et des ressources en eau, création de pépinières... recherche appliquée, éducation, etc...</p>

NOM DE L'ONG	ADRESSE COMPLETE	OBJECTIFS	THEMES OU DOMAINE D'INTERVENTION
31. Service Allemand de Développement.  Installée au Mali en 1985.	B.P. 8046, Bamako, Mali.  Tél. 22 39 55		Conservation des sols, agrosylviculture, développement communautaire, santé aménagement des bassins versants, technologie appropriée, formation, aide en matière de vulgarisation.
32. Sierra Leone Environnement and Nature Conservation Association. S.L.E.N.C.A.	P.O.Box 376, Freetown, Sierra Leone.  Tél. 353 ou 40.956  Télégraphe: Nature Freetown.	Conservation de la Nature.	Conservation, Environnement sylviculture, gestion des ressources dans une perspective à long terme.
33. SOGA Cooperative Multipurpose Society	P.O. Box M486, Accra, Ghana	Planter des arbres pour lutter contre l'avancée du désert.	Conservation des sols, boisement..., aménagement, etc.
34. Service Internationale d'Appui à la Formation et aux Technologies en Afrique de l'Ouest/Sahel, A.F.O.T.E.C.  Créé en 1983	Villa 8297, Sicap Sacré Coeur I, Dakar, Sénégal.  Tél. 22.35.98 ou 22.26.42. Télex: 671 Public SG.	Promouvoir l'autosuffisance	Technologie appropriée, conservation des sols, conception et diffusion des fourneaux, aménagement des bassins versants, formation, recherche, appliquée, etc.

### **III.**

#### **SIGLES ET ADRESSES DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES NATIONALES DONT LES OBJECTIFS NE SONT PAS SPECIFIES (AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE)**

1. Association des Ingénieurs et techniciens de Côte d'Ivoire  
(A.I.T.A.C.I.)  
s/c Dr. Lambert KONAN, Président  
01 B.P. 1345  
ABIDJAN - COTE D'IVOIRE
  
2. Association Scientifique de Côte d'Ivoire  
(A.S.C.I.)  
B.P. 322  
ABIDJAN - COTE D'IVOIRE
  
3. Ecological Society of Ghana  
(E.S.G.)  
The President  
c/o P.O.Box M. 32  
ACCRA - GHANA
  
4. Economic Society of Ghana  
(E.S.G.)  
The President  
P.O. Box 22 Legon  
ACCRA - GHANA
  
5. Engineers Association of U.S.T.  
(E.A.- U.S.T.)  
University of Science and Technology  
KUMASI - GHANA

6. Ghana Agricultural Association  
(G.A.A.)  
The President  
Faculties of Agriculture University of Ghana, Legon  
ACCRA - GHANA
  
7. Ghana Forestry Association  
(G.F.A.)  
UST P.O.Box 63  
KUMASI - GHANA
  
8. Ghana Geographical Association  
(G.G.A.)  
The President  
Departement of Geography  
University of Ghana  
P.O.Box 25, Legon  
ACCRA - GHANA
  
9. Ghana Institution of Engineers  
(G.I.E.)  
P.O.Box 7042  
Tél. 75 351/2  
ACCRA - NORTH GHANA
  
10. Ghana Society of Agricultural Engineers  
(G.S.A.E.)  
The President  
Faculty of Agriculture  
University of Ghana, Legon  
ACCRA - GHANA
  
11. Ghana Statistical Society  
(G.S.S.)  
The President  
Institute of Statistics and Social Economic Research  
University of Ghana  
P.O.Box 74  
LEGON, ACCRA, GHANA

12. Agricultural Society of Nigeria  
(A.S.N.)  
c/o I.I.T.A.  
PMB 5320, Oyo Road  
Télex : TROPB NG 3147 & TDS IBA NG 20311  
IBADAN - NIGERIA
  
13. Ecological Society of Nigeria  
(E.S.N.)  
c/o Department of Biology  
University of Ifé  
ILE-IFE, NIGERIA
  
14. Food Science & Technology Society (F.S.T.S.)  
c/o Dr. Ikediobi  
Department of Biochemistry  
Ahmadu Bello University  
ZARIA - NIGERIA
  
15. Forestry Association of Nigeria  
(F.A.N.)  
P.O.Box 4185, Ibadan  
Oyo State, Nigeria  
Tél. : 052/400550/1433  
Cable : Forestry Unibadan Nigeria  
NIGERIA
  
16. Linguistic Association of Nigeria  
(L.A.N.)  
c/o Prof. Ayo Bangbose  
Department of Linguistics  
University of Ibadan  
IBADAN - NIGERIA
  
17. Nigerian Anthropological Association  
c/o The President  
Department of Sociology  
University of Ifé  
ILE-IFE, NIGERIA



18. Nigerian Association for Agricultural Education  
(N.A.A.E.)  
c/o Prof. A.C. OZANI  
Division of Agricultural Colleges  
Ahmadu Bello University  
P.M.B. 1082  
SAMARU, ZARIA, NIGERIA
  
19. Nigerian Association for Agricultural Engineers  
(N.A.A.E.)  
The National Secretary  
Agricultural Engineering Departement  
University of Nigeria  
NSAKA, NIGERIA
  
20. Nigerian Association for Agricultural Information  
(N.A.A.)  
c/o Jibade O. Oyekan  
International Institute of Tropical Agriculture (IITA)  
Oyo Road, P.M.B. 5320  
Tél. : 022-413440  
Cable : Trofound Ikeja  
Télex : 31417 Tropib NG.  
IBADAN - NIGERIA
  
21. Nigerian Economic Society  
(N.E.S.)  
c/o Department of Economics  
University of Ibadan  
IBADAN - NIGERIA
  
22. Nigerian Field Society  
(N.F.S.)  
c/o Mr. D. M. Ward, Treasurer  
University of Ibadan  
IBADAN - NIGERIA
  
23. Nigerian Geographical Association  
(N.G.A.) c/o Department of Geography  
University of Ibadan.  
IBADAN - NIGERIA

24. Nigerian Political Science Association  
(N.P.S.A.)  
c/o School of Political Sciences  
University of Port Harcourt  
P.M.B. 532232A  
PORT HARCOURT - NIGERIA
  
25. Nigerian Society of Agricultural Engineers  
(N.S.A.E.)  
c/o U.I. P.O.Box 14071  
IBADAN - NIGERIA
  
26. Nigerian Society of Engineers  
(N.S.E.)  
360 Herbert Macaulay Street  
Yaba, Private Mail Bag 1041  
Tel. : 860354  
Cable : Nisoceng  
YABA, LAGOS, NIGERIA
  
27. Nigerian Sociological and Anthropological Students Association  
(N.S.A.A.)  
c/o General Secretary  
Dept. of Secretary  
Dept. of Sociology/Anthropology  
University of Ifé.  
ILE-IFE, OYO STATE, NIGERIA
  
28. Nigerian Statistical Association  
(N.S.A.)  
c/o Secretary  
Research Department, Central Bank of Nigeria  
P.M.B. 12194  
Tel. : 660 100, ext. 282  
Cable : CENBANK 21350  
Telex : CENBANK, LAGOS  
LAGOS - NIGERIA
  
29. Nigerian Universities Engineering Students Association  
c/o Dean's Office  
Faculty of Engineering  
University of Benin  
BENDEL STATE, NIGERIA

30. Society of Public Analysis of Nigeria  
Department of Geography  
University of Ibadan  
IBADAN - NIGERIA
31. Soil Science Society of Nigeria  
(S.S.S.N.)  
The President c/o Department of Soil Science  
University of Ibadan  
IBADAN - NIGERIA
32. Solar Energy Society of Nigeria  
(S.E.S.N.)  
The General Secretary  
P.O.Box 534  
IKOYI, LAGOS - NIGERIA
33. West African Linguistic Society  
(W.A.L.C.)  
c/o Prof. Ayo Bangbose  
Dept. of Linguistics  
University of Ibadan  
IBADAN - NIGERIA
34. Association des Ingénieurs et Techniciens africains,  
Section Sénégalaise (A.I.T.A.-S.S.)  
B.P. 2648  
DAKAR - SENEGAL
35. Association pour la Formation au Sénégal  
(A.F.O.R.S.)  
13, Boulevard Pinet Laprade.  
B.P. 3322  
Tél. : 22 05 69  
DAKAR - SENEGAL
36. Association Sénégalaise des Ingénieurs d'Agriculture  
(A.S.I.A.)
37. Association de Nutrition et d'Alimentation du Sénégal  
(A.N.A.S.)

38. Association Sénégalaise d'études démographiques  
(c/o B.N.R.)  
DAKAR - SENEGAL
39. Association des Vétérinaires du Sénégal  
(A.V.S.)
40. Cercles d'Etudes et de Recherche pour le Développement de  
L'Agriculture au Sénégal.  
(C.E.R.D.A.S.)
41. Agricultural Society of Sierra Leone  
(A.S.S.) Department of Agronomy  
Njala University college  
Private Mail Bag  
FREETOWN - SIERRA LEONE
42. Association Togolaise de la Recherche Scientifique  
(A.T.R.S.)  
B.P. 2240  
Tel. 21 20 90  
Télex. Univerbenin 258  
LOME - TOGO

## **LISTE DES ASSOCIATIONS SCIENTIFIQUES EN ACTIVITE AU CONGO**

- 43. Association des Géographes du Congo (AGECO)
- 44. Association des Inventeurs du Congo (AIC)
- 45. Association des Biologistes du Congo (ABC)
- 46. Association des Sociologues du Congo (ASC)
- 47. Association des Femmes Congolaises pour la Recherche sur le Développement (AFCORD)
- 48. Association des Avocats d'Afrique Centrale (AAAC)
- 49. Association des Médecins Congolais (AMC)
- 50. Association des Psychologues
- 51. Association des Economistes du Congo (AEC)

## **IV.**

### **LOCAL ORGANIZATIONS**

**Lynn ELLSWORTH**

#### **FIRST DRAFT**

As local organizations are emerging as an important emphasis of the WARO RD program, caution about the research capacity of associations and NGOs is particularly apt. Indeed, West Africa is full of examples of development agencies large and small, governmental or non-governmental, taking on tasks unsuited to their mandates and structures. For example, associations and NGOs that implement development activities are poorly placed to conduct research. The challenge is rather how properly to involve them in research conducted by others. In West Africa there are appearing more specialized NGOs devoted not to implementing development activities but to studying them. This specialization is a healthy trend and IDRC is well placed to help it along and to encourage analytical thoroughness.

Moreover, the study of how to promote appropriate structures for the planning and implementation of urban, rural, and regional development is emerging as a major research frontier in West Africa. There is an emerging consensus that local organizations are an important missing link in development in the region, and hence the WARO RD program's interest in the subject.

#### **INTRODUCTION**

The study of local organizations is a well-developed research paradigm that serves as a useful programmatic focus for the RDP research themes of shelter and service delivery, urban management, regional planning, and rural development. It also is a useful entry point for collaboration with other divisions and programs and for focussing RDP collaboration with the WARO thrust on desertification.

Uphoff and Esman define local organizations as locally based representative institutions involved in development activities. This is a broad definition that excludes non-representative NGOs and cultural associations but includes institutions of local government such as rural and municipal councils. The definition encourages us to look at the diverse institutions of civil society as well as democratic structures of government as important actors in development.

West Africa is justly celebrated in the sociological and anthropological literature for the importance of its local organizations. Indigenous farmer cooperatives, village work groups, savings and credit groups, town development societies, ethnic unions, trade associations, religious development organizations, neighborhood promotion leagues, and housing clubs are a few of the kinds of local organizations in the region.

During the 1970s the study of local organizations in West Africa progressed very little as social science research was concentrated in the farming systems paradigm. the research agenda in that period was dominated by a concern to discover the logic of individual farmer behaviour and to improve the ability of state agencies to reach poor individuals.

In the late 1980s, however, structural adjustment policies are forcing weaker and smaller states to rely more and more on sharing decision-making responsibility for development with private entrepreneurs and with groups of citizens who come together to form local organizations. Several governments repeatedly call on the population to organize and take more responsibility for their own development. If only by necessity then, the search for appropriate management structures gives local organizations rather than the individualized poor a leading role in the region.

## **RESEARCH ON LOCAL ORGANIZATIONS**

The local organization paradigm is most developed in sociology, but it also owes much to political science theories of modernization and democracy, and to several analytical traditions in economics such as institutional and transactions cost analysis and to the theory of industrial organization. The Francophone academic tradition has also contributed much to the empirical study of local organizations in developing countries.

Thus the literature on local organizations usually reflects one or more analytical traditions, all of which are valid. Within this diversity, I tend to see five broad categories of analysis, all of which could merit development in a more problem-oriented direction to render the analysis more applied.

The first category of analysis tends to study the relationships of local organizations to the external world. Local organizations in this traditions are often studied in their role as lobbies or as institutional vehicles for empowerment of the organized population.

The second category of analysis looks at the relationship of individuals to local organizations. Town development societies, for example, are often studied for the way they integrate migrants into urban life. Similarly, women's savings clubs are considered important not for their development impact but for the solidarity and insurance role they play in the extra-family life of women.

The third style of analysis studies the economic, environmental, and institutional logic behind the creation of local organizations. Each organization is seen as resolving a particular human need, such as the need for insurance, or the need for extra-family labor when the market for these goods is thin or nonexistent.

A fourth type of analysis sees local organizations as interesting for how they are structured. The management systems and planning mechanisms of local organizations are considered to be of primary importance. Studies in this tradition might, for example, look at how small farmer irrigation groups should be organized to manage better to their water resources. Similarly, a study might focus on the decision-making environment faced by municipal government in developing transport services. Such an institutional analysis is increasingly common and a number of international organizations are now vying with the production-oriented reserach institutions for a share of research funds.

Last, a common type of analysis studies local organizations for their technical capacity to management development actions. Local organizations are interesting in this analytical tradition because they share the cost-burden of development with the state.

## **RESEARCH METHODS**

Each of the above styles of analysis employs a range of research methodologies : literature reviews, questionnaires, process-monitoring, open-ended individual and group interviews, journalistic interviews, participant observation, and participatory techniques. All are valid methods. Most are qualitative. This is because the analysis of institutions does not lend itself to quantitative research techniques, although some researchers have tried to develop statistical and algebraic approaches.

A particularly promising research method from the point of view of utilization of research results is that of process monitoring. Process monitoring is the effort to insert objective institutional, economic, and anthropological analysis into ongoing development activities. A process monitor is a researcher who participates in the life of a local organization as an observer, noting management blockages, problems with the outside world, local conflicts, organizational difficulties, and training needs. Such data allow faced by a local organization. The local organization must of course, agree to the constant presence of the process monitor.

## **LOCAL ORGANIZATIONS AS A FOCUS FOR THE WARO RD PROGRAM**

A program focus is a leitmotif or major interest running throughout the funded research themes. The purpose of a program focus is to avoid funding unrelated and scattered research projects and to address unique regional problems. In practice this might mean encouraging researchers to develop those aspects of their proposals that touch on institutional concerns or on local organizations. It can also mean asking researchers to consult with local organizations in their research area to refine hypotheses and discuss utilization of research results.

Each of the program's research themes has possibilities for exploiting the local organization theme in West Africa. A few examples are brought out below.

### **Shelter and Service Delivery**

How do self-help groups form and what is their relationship to municipal government ? What role do savings and credit societies play in shelter finance ? How should local savings and credit institutions be organized ? What service delivery responsibilities should local government devolve to private citizens and self-help groups ?

### **Regional Planning**

Can local organizations make their needs and objectives known to policy makers so that planning becomes a more participatory exercise ? How does participatory planning take place ? Do the participatory planning experiences of Botswana and Cap Vert feature replicable elements for other countries in West Africa ?



### **Urban Management**

What management structures are necessary to improve urban waste disposal ? What government institutions should manage what urban problem ?

### **Rural Development**

Can local organizations make land tenure allocation a more transparent process? How should farmer cooperatives be organized for greater management efficiency ? How can cooperatives manage their own credit ?

### **Local Organizations and Desertification**

The RD program can contribute to the search for solutions to desertification through applied research on the role and structure of local organizations that succeed in mobilizing their members to change their use of physical resources. The point of such an emphasis is to understand under what conditions local organizations will attempt sustainable solutions to environmental issues.

### **UTILIZATION OF SOCIAL SCIENCE RESEARCH RESULTS**

Local organizations can play a significant and as yet under-exploited role in encouraging the wise use of research results. Their role should be in the definition of an indigenous research agenda that is more relevant to regional conditions and specific development problems. This can be done in several ways.

First, local organizations can participate in the definition of the research problems and hypotheses within specific research projects. If researchers collaborate with local organizations from the beginning, a mechanism for the diffusion of research results is thus built into the research process.

Second, local organizations, where they are sophisticated, can commission research relevant to their needs and objectives. This too assures relevant research and use of results.

Third, researchers can study local organizations that are active in development and offer suggestions for improved performance. This is particularly important for rural development.

The key to all these possibilities is finding institutional mechanisms to link individuals with research capacity with local organizations. This is not an easy task and the development of such linkages should be an important priority for the RD program.

### **ENCOURAGING INTER-DIVISIONAL COLLABORATION**

The local organization emphasis can also serve as a point of entry for collaboration with other divisions, particularly AFNS and Health Sciences. Both divisions are searching for ways to incorporate participatory research into their programs and both have concerns for community and regional development. The local organization problematic provides additional common ground and serves to focus collaborative effort onto problems of local institutional development.

## **IDRC'S COMPARATIVE ADVANTAGE**

Larger international and bilateral donors have made impressive reputations in certain research areas in West Africa. The World Bank, for example, has done important work on urban management. They have also produced a steady stream of management and administrative reform studies under the structural adjustment policy. The ILO has specialized in the informal sector. USAID has heavily funded land tenure research and agricultural policy research. The French *Caisse Centrale* has funded considerable research on West Africa's banking institutions.

There is still somewhat of a void on research on local organizations. Research on West African local organizations for community and rural development has taken a back seat to action throughout the 1980s. The result has been mixed in terms of action. Most donors, particularly NGO donors, talk at length of the importance of community participation and "grassroots" development but analytical thoughtfulness is missing. Good applied research is very much needed. IDRC would thus be filling an important niche by encouraging the needed reflection and analysis.

### **A SHORT BIBLIOGRAPHY, UNSORTED**

Milton ESMAN and Norman UPHOFF, *Local Organizations : Intermediaries in Rural Development* (Cornell University Press, 1984).

Michael CERNEA, editor, *Putting People First* (World Bank and Oxford University Press, 1985).

David KORTEN and Felipe ALFONSO, *Bureaucracy and the Poor : Closing the Gap* (McGraw Hill, 1981).

Government of Senegal, Ministère du Développement Rural, *Nouvelle Politique Agricole* (1984).

Sally YUDELMAN, *Hopeful Openings : A study of Five Women's Development Organizations in Latin America and the Caribbean* (Kumarian Press, 1987).

Land Tenure Center, *Land Tenure and Livestock Development in Sub-Saharan Africa*, (USAID, Washington, 1986).

IDRC, *Community Participation in Delivering Urban Services in Asia* 1986.

Michel SEGUIER, *Critique Institutionnelle et Créativité Collective* (Editions Harmattan, 1976).

Michel O'DEYE, *Associations en Villes Africaines : Dakar-Brazzaville* (Harmattan Villes et Entreprises, 1985).

Guy BELLONCLE, *Quel développement rural pour l'Afrique Noire ?* (Nouvelles Editions Africaines, 1979).

Jane GUYER, "Household and Community in African Studies" *African Studies Review*, Vol 2, 1982.

Hans SEIBEL and Michael MARX, *A Guide for the Promotion of Linkages between Formal and Informal Rural Financial Institutions based on Field Surveys in West Africa* (FAO, 1986).

P. BOIRAL, et. al., *Paysans, experts, et chercheurs en Afrique noire : sciences sociales et développement rural* (Karthala, 1985)

Pierre NICOLAS and Malick GAYE, *Naissance d'une Ville Africaine* (Karthala, 1988).

Samuel PAUL, "Governments and Grassroots Organizations : From Co-existence to Collaboration", in *Strengthening the Poor : What Have We Learned* edited by John P. Lewis, (Overseas Development Institute, 1988).

Joseph STIGLITZ, "The New Development Economics, *World Development* 14 (2) 1986, pp. 257-265.

Azedine MOKRANE, "Le Développement de la zone Nylon à Douala" in *Etudes sur les initiatives locales de développement du Cameroun* (IRED, 1983).



